



**Nations Unies**

**Rapport du  
Conseil de  
l'Université des Nations Unies  
(Janvier-Décembre 1993)**

**Assemblée générale  
Documents officiels · Quarante-neuvième session  
Supplément No 31 (A/49/31)**

Rapport du  
Conseil de  
l'Université des Nations Unies  
(Janvier-Décembre 1993)

Assemblée générale  
Documents officiels · Quarante-neuvième session  
Supplément No 31 (A/49/31)



Nations Unies · New York, 1996

#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION . . . . .	1 - 8	1
II. L'ORIENTATION MAJEURE DE L'UNIVERSITÉ DES NATIONS UNIES : LE CHANGEMENT ET LES RESPONSABILITÉS À L'ÉCHELLE MONDIALE - APERÇU . . . . .	9 - 18	3
III. LE TRAVAIL DE L'UNIVERSITÉ : PROBLÈMES ET DÉFIS . .	19 - 109	5
A. La paix et l'exercice du pouvoir . . . . .	19 - 30	5
B. L'environnement . . . . .	31 - 56	8
C. Science et technologie . . . . .	57 - 82	16
D. Développement humain et social . . . . .	83 - 109	22
IV. DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE RECHERCHE : BOURSES ET FORMATION . . . . .	110 - 124	30
A. Bourses de l'Université des Nations Unies . . .	110 - 122	30
B. Séminaires de formation . . . . .	123 - 124	32
V. DIFFUSION DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE . . . . .	125 - 133	34
VI. ÉTAT DE L'UNIVERSITÉ, 1993 . . . . .	134 - 148	36

Annexes

I. Liste des livres et des revues publiés par l'Université des Nations Unies en 1993 . . . . .		43
II. Décision du Conseil de l'Université des Nations Unies concernant le budget biennal pour la période 1994-1995 . . . . .		46
III. Programme académique de l'UNU pour 1992-1993 . . . . .		48
IV. Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies en 1993 . . .		50

---

\* Paru initialement en version ronéotypée en tant que document A/49/31  
du 1er mars 1994.

## I. INTRODUCTION

1. À maints égards, l'année 1993 a représenté un tournant dans la vie de l'Université des Nations Unies (UNU). L'université s'est installée dans ses nouveaux locaux à Tokyo; en raison de son nouveau profil, l'université a été mieux connue et les attentes des Nations Unies et de la communauté universitaire internationale s'en sont trouvées ou enforcées. Le début de l'année a coïncidé avec la trente-neuvième session de l'UNU, organisée en même temps que les cérémonies d'inauguration de son nouveau siège permanent, en février 1993. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Boutros Boutros-Ghali, et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), M. Federico Mayor, ont pris part aux cérémonies et prononcé des discours-programmes. Dans son allocution prononcée à la cérémonie inaugurale, le Secrétaire général a déclaré :

L'Université doit devenir un réservoir d'idées, une source d'information et de compréhension ouverte au système des Nations Unies tout entière. Il est impérieux de renforcer les liens existants et, plus encore, de les exploiter. Il est également impératif de mettre au point des systèmes nouveaux de communication avec les divers organes du système des Nations Unies. De la sorte, l'Organisation des Nations Unies pourra tirer profit du travail de l'Université<sup>1</sup>.

2. À l'occasion de sa quarantième session, en décembre 1993, le Conseil a examiné un certain nombre de questions liées à la poursuite du développement académique et institutionnel de l'Université. La question principale visait le voeu exprimé par le Conseil de voir consolider et renforcer la cohérence globale des activités académiques de l'Université, en particulier à l'approche de l'échéance de la Perspective à moyen terme couvrant la période 1990-1995. Le Conseil a insisté sur la nécessité de redoubler d'efforts en vue d'intégrer la recherche, la formation post-universitaire et la diffusion, et en vue de renforcer encore l'interaction entre les divers centres et programmes de recherche et de formation, d'une part, et les institutions associées coopérant avec ceux-ci dans le cadre des réseaux de l'Université, d'autre part.

3. Les recommandations des groupes de travail du Conseil concernant les questions relatives aux programmes, financières et statutaires ainsi que le rapport du Conseil pour 1993 ont été examinés et ont fait l'objet d'actions de suivi. La principale décision prise au cours de la session du Conseil fut l'adoption d'un budget en équilibre de 66,57 millions de dollars des États-Unis et du programme académique pour 1994-1995. La décision du Conseil relative au budget pour la période 1994-1995 fait l'objet de l'annexe II.

4. Plusieurs propositions d'initiatives académiques nouvelles de l'UNU ont été examinées. Le Conseil a étudié et entériné un rapport d'étude de faisabilité concernant une proposition d'initiative conjointe avec un consortium d'universités au Canada pour la mise en place d'un réseau de recherche et de formation consacré aux domaines de l'eau, de l'environnement et de la santé humaine (INWEH), dont le centre serait établi dans la province canadienne de l'Ontario. Le Conseil s'est penché par ailleurs sur une proposition de programme de promotion de l'initiative, dont le siège serait installé en Jordanie. Il a demandé que la question fasse l'objet d'une étude complémentaire et a exprimé ses remerciements au Gouvernement jordanien pour sa proposition d'accueillir l'initiative envisagée à Amman.

5. Le Conseil a pris note de l'évolution du projet d'Institut des Hautes Études, qui doit s'implanter à côté du nouveau siège à Tokyo. Il est prévu que l'Institut sera opérationnel à la mi-1995. Par ailleurs, le Conseil s'est penché sur un rapport intérimaire concernant l'installation éventuelle en Catalogne d'un centre de recherche et de formation en matière d'étude de l'État et de la société. Le Conseil a étudié un projet de document de stratégie concernant les activités de l'Université sur le plan du développement des capacités et a demandé que ce document soit étendu de manière à englober une stratégie institutionnelle globale visant une intégration plus intime de la recherche et du développement des capacités et prenant en compte la nécessité de consolider les efforts académiques de l'Université, y compris sur le plan de la diffusion. Le Conseil a demandé par ailleurs que le document de stratégie s'intéresse à la question des critères de sélection des institutions coopérantes. Le Conseil a souligné qu'il était nécessaire de consentir des efforts supplémentaires en vue de construire, de renforcer et d'utiliser les centres d'excellence dans les pays en développement.

6. Le Conseil a approuvé le rapport d'une équipe de consultants concernant un programme à long terme d'activités à entreprendre par l'UNU dans le cadre d'Action 21<sup>2</sup> et a indiqué que l'approche adoptée par l'Université dans l'élaboration du programme constitue un modèle du type de planification stratégique recommandée par le Conseil pour l'ensemble de l'Université.

7. Le Conseil a approuvé un nouveau statut en matière de diffusion et a entériné une politique de publication de travaux universitaires. Il a approuvé une nouvelle politique du personnel de l'UNU fixant les conditions, notamment financières, du personnel embauché dans le cadre de contrats, et a adopté un ordre du jour provisoire pour sa session suivante, qui doit avoir lieu en décembre 1994.

8. Le Conseil a également décidé de procéder à une évaluation interne du travail accompli dans le cadre de la deuxième Perspective à moyen terme de l'Université (PMT II) en vue de la préparation de la troisième Perspective.

II. L'ORIENTATION MAJEURE DE L'UNIVERSITÉ DES NATIONS UNIES :  
LE CHANGEMENT ET LES RESPONSABILITÉS À L'ÉCHELLE  
MONDIALE — APERÇU

9. Le mandat de l'Université prévoit que son activité est axée sur la recherche visant à résoudre les grands problèmes, aggravés par l'évolution constante; qui elle aussi, peut souvent entraîner de nouveaux problèmes. Compte tenu de l'ampleur, il est nécessaire de prévoir des approches et des activités académiques de structure différente de celles des universités traditionnelles, ainsi que de nouvelles modalités de coopération. L'UNU, profitant de sa position unique dans le système des Nations Unies, a mis au point des modalités qui s'appuient sur la coopération de la communauté internationale des universitaires en vue de trouver des solutions collectives.

10. La perspective de base retenue par l'Université pour l'exercice de ses activités, en particulier aux cours des années 90, est celle de la deuxième Perspective à moyen terme (1990-1995), intitulée "Changement et responsabilités à l'échelle mondiale". Celle-ci définit la manière dont l'Université doit exercer son mandat, qui consiste à s'attaquer aux problèmes mondiaux urgents dans cinq domaines du programme : valeurs humaines universelles et responsabilités à l'échelle mondiale, orientations nouvelles de l'économie mondiale, appui aux systèmes mondiaux d'entretien de la vie, progrès scientifiques et techniques, dynamique de la population et bien-être humain.

11. Le présent rapport annuel de l'Université des Nations Unies pour 1993 se situe dans le droit fil de l'approche et du style du rapport de 1992 : il s'efforce de décrire le travail de l'Université au niveau des problèmes, permettant ainsi au lecteur de mieux se rendre compte de la convergence de ses diverses composantes. Par conséquent, il ne présente pas en détail les projets de recherche concrets, mais s'attache à décrire les perspectives, les incidences et les résultats obtenus en vue de broser un portrait cohérent des connaissances obtenues sur la base des recherches menées par l'UNU. Cet éclairage du travail de l'UNU nous permet d'examiner globalement le champ que doivent couvrir les efforts de l'Université.

12. Le présent rapport intègre dans un ensemble les diverses initiatives académiques prises dans le cadre du réseau international des centres et des programmes de recherche et de formation qui forment l'Université. Par ailleurs, il met l'accent sur la façon dont la diffusion et la formation post-universitaire sont étroitement intégrées en tant qu'éléments des efforts de recherche de l'Université, en vue de renforcer leur impact. Le rapport se fixe pour objectif de présenter les "arborescences" qui forment les diverses parties du programme de l'Université, permettant ainsi de mieux percevoir la "forêt" que constitue leur totalité. La description des activités s'articule non pas autour des "unités" de l'Université — département académique au Centre universitaire, centres et programmes de recherche et de formation, institutions associées et autres réseaux — mais bien autour de quatre thèmes qui correspondent aux cinq domaines du programme cités ci-dessus : la paix et l'exercice du pouvoir (valeurs humaines universelles et responsabilités à l'échelle mondiale), l'environnement (systèmes mondiaux d'entretien de la vie), la science et la technique (progrès scientifiques et techniques), et le développement humain et social (orientations nouvelles de l'économie mondiale, et dynamique de la population et bien-être humain). Le compte rendu de l'évolution de ces quatre thèmes n'est nullement exhaustif et ne reflète pas l'éventail complet des recherches de l'Université, de la constitution de capacités et de la diffusion des activités. Par conséquent, le présent rapport présente une description de

certains résultats et de certaines constatations qui contribuent aux connaissances générées par les activités de l'UNU en 1993.

13. La structure du rapport, axée sur ces quatre thèmes, contribue à mieux faire comprendre la position unique de l'UNU, à la fois en tant qu'institution académique (institution d'apprentissage de haut niveau, fût-elle décentralisée et spécialisée à l'échelle mondiale) et qu'organe autonome du système des Nations Unies. Par conséquent, l'Université doit répondre à deux séries d'attentes différentes, voire contradictoires. D'une part, elle s'efforce de comprendre la nature des modifications complexes, interdépendantes qui affectent la condition humaine, ce qui exige un travail académique de la plus haute qualité. D'autre part, elle tente de s'attaquer à des questions d'importance mondiale par le biais d'une approche axée sur la solution des problèmes, de manière à contribuer aux efforts déployés par les Nations Unies en vue d'apporter une solution aux problèmes qui affectent la condition humaine.

14. Les quatre thèmes autour desquels s'articule le présent rapport diffèrent par leurs incidences sur la condition humaine. Ils ne peuvent être examinés au même niveau ou sous le même angle. C'est la raison pour laquelle les exposés qui suivent reflètent cette hétérogénéité par des écarts de style et d'approche qui font droit à la spécificité de chaque thème.

15. Le premier thème traduit les préoccupations que suscite la paix et l'exercice du pouvoir et met l'accent, en particulier, sur le rôle du système des Nations Unies et des autres efforts multilatéraux à l'avenir. Les défis théoriques et pratiques qu'entraîne l'interdépendance croissante des nations ont servi de base à l'examen des causes sous-jacentes des conflits, de la violence et des menaces grandissantes pour la paix.

16. Le deuxième thème porte sur une meilleure compréhension de l'environnement considéré comme un facteur omniprésent affectant la condition humaine, ainsi que sur les incidences diverses que l'activité humaine peut avoir sur l'environnement. L'approche des Nations Unies vise à contribuer à établir un certain équilibre entre elles en vue d'aboutir à un développement durable du point de vue environnemental.

17. Le troisième thème concerne le rôle vital de la science et de la technique dans le processus de développement et les effets socio-économiques et autres que peut avoir le renforcement des convergences entre la science et la technique. La démarche de l'UNU met l'accent sur le renforcement de l'autonomie dans les domaines essentiels de la science, en particulier pour les pays en développement.

18. Le quatrième thème est axé sur les préoccupations socio-économiques qui, prises conjointement, contribuent à former le fondement d'un développement équitable et durable. L'UNU se penche sur ces préoccupations par le biais de simulations théoriques, de critiques et de propositions visant les politiques adoptées et de la formulation de solutions aux problèmes.

### III. LE TRAVAIL DE L'UNIVERSITÉ : PROBLÈMES ET DÉFIS

#### A. La paix et l'exercice du pouvoir

##### 1. L'exercice du pouvoir et le système des Nations Unies

19. L'Université s'est employée, au fil des années, à identifier les tendances des changements géopolitiques et à les projeter sous divers angles sur le nouvel ordre mondial naissant. Plus récemment, l'UNU s'est penchée sur la mondialisation des relations internationales vue sous l'angle de l'interdépendance croissante des nations et du rôle des Nations Unies par rapport à la gestion de cette interdépendance.

20. Lors du colloque organisé à l'occasion de l'inauguration du nouveau siège de l'UNU en février 1993, le Secrétaire général des Nations Unies et le Directeur général de l'Unesco ont exprimé des avis convergents à propos de la nécessité de "reconstruire les Nations Unies dans la perspective du XXI<sup>e</sup> siècle". Le Secrétaire général a ouvert le débat en s'exprimant comme suit :

"Le développement n'a jamais été une préoccupation majeure [des Nations Unies]. Nous réalisons aujourd'hui que la paix et le développement sont indissociables. La Charte n'établit pas de distinction. Pourtant, si le Conseil de sécurité des Nations Unies joue un rôle clef dans la sécurité à l'échelle mondiale, la participation des Nations Unies à la gestion économique mondiale est quasi nulle."

Le Directeur général de l'Unesco a, à cette même occasion, analysé les dysfonctionnements du système par rapport aux problèmes du développement :

"Arrivés à ce moment charnière, nous devons prendre conscience de toutes ces erreurs passées et espérer que les idées nouvelles en matière de développement international prendront en compte l'éducation et la formation ainsi que les ressources humaines."

Lors de cette même rencontre, le Secrétaire Général a défini un vaste cadre de réflexion et de recherche axé sur la politique, publié en 1993 dans le rapport final du colloque sous le titre Le rôle des Nations Unies au XXI<sup>e</sup> siècle.

21. Les résultats des activités de recherche, des rencontres scientifiques et des publications de l'UNU en 1993 constituent une première contribution au progrès dans la compréhension des problèmes complexes liés au nouvel ordre mondial en gestation. Par exemple, dans le cadre du programme concernant "le multilatéralisme et le système des Nations Unies", la formulation, commencée en 1992, de la critique systématique des incidences négatives des tendances actuelles de la politique économique mondiale vue sous l'angle socioscientifique a été poursuivie, à l'occasion d'un colloque international consacré à "L'économie politique mondiale et le nouveau multilatéralisme", tenu à Oslo au mois d'août 1993 et organisé conjointement par l'UNU, le Réseau nordique d'études internationales sur le développement, et l'Association nordique d'études internationales. Ce colloque a permis aux universitaires et aux décideurs politiques de communiquer leurs sentiments et leurs réflexions à propos de l'économie mondiale en dépassant la simple perspective économique.

22. Les incidences des réformes axées sur le marché et des ajustements structurels sur les structures sociales ont été examinées du point de vue de

certaines catégories particulières de la population, notamment les femmes, ou de sociétés entières dans certaines régions du monde, notamment l'Europe de l'Est et l'Afrique. Ces études semblent prouver que ce sont les femmes et les enfants qui souffrent le plus des ajustements structurels qu'encourage le système financier international, soit directement, soit en conséquence de l'effondrement du secteur public, c'est-à-dire les régimes de services sociaux de santé, d'éducation et d'emploi.

23. Les communications présentées lors des colloques de Tokyo et d'Oslo et l'examen de leur contenu peuvent contribuer à approfondir le débat relatif à la restructuration de l'économie mondiale dans un cadre dans lequel la croissance économique est encouragée sous une forme soutenable du point de vue tant humain qu'environnemental. Les communications du colloque d'Oslo, dont la publication est prévue pour 1994, pourront être plus largement utilisées dans les débats futurs et la définition des politiques.

24. Le thème : évolution de la conception qu'États et sociétés se font du système des Nations Unies, exposé dans un ouvrage du même titre ("Changing state/society perspectives on the United Nations system"), pourrait également être présenté comme suit : "le multilatéralisme dans un ordre mondial en mutation", et le rôle que les États nations estiment que l'ONU devrait jouer. Les auteurs de l'ouvrage ont étudié les relations entre les États et les sociétés et l'"ordre mondial" représenté par le système des Nations Unies après 1945 par rapport à la situation politique nouvelle de l'après-guerre froide. Leur objectif était de mieux comprendre non seulement la manière dont les États et les sociétés participent au système multilatéral en mutation ainsi que les incidences de cette participation sur les États et les relations internes État/société et, par voie de conséquence, la manière dont le système des Nations Unies a, à son tour, subi l'influence d'incitations diverses au changement en provenance de ses États membres.

25. L'ouvrage intitulé Global Transformations est le fruit de discussions suivies suscitées par les communications faites lors du colloque de Yokohama, au Japon, en 1992 et du dialogue au niveau universitaire dans le cadre du réseau du programme de l'UNU. Ces discussions et ce dialogue ont débouché sur un recensement complet des problèmes contemporains. Un des thèmes principaux de l'étude est l'intégration de la politique et la tension entre la mondialisation et la démocratisation telle qu'elle apparaît dans diverses régions et cultures. Si, mondialisation et démocratisation ne sont pas contradictoires et ne s'excluent pas mutuellement en théorie, elles sont souvent en conflit dans la réalité. En vue de compléter l'image de la transformation mondiale, l'étude met en vedette les nouveaux acteurs du processus de mondialisation, notamment les mouvements locaux, les mouvements luttant pour la démocratisation, les citoyens et les organisations non gouvernementales au niveau local et international. L'étude se penche également sur l'ordre mondial nouveau naissant, dans lequel le système des Nations Unies joue un rôle important sur le plan du respect des règles de droit dans les relations internationales.

26. L'année 1993 a également été, dans une certaine mesure, l'année de la planification d'activités supplémentaires concernant ce thème, s'appuyant sur le vaste cadre défini par le Secrétaire général dans l'"Agenda pour la paix" (A/47/277-S/24111). Plusieurs réunions organisées à New York, dans l'Ulster, à Barcelone et à Tokyo ont examiné des projets d'activités de recherche, de réflexion, de définition de politiques et de formation dans ce cadre. Lors d'une réunion tenue à New York, en avril 1993, des universitaires, des diplomates et des hauts fonctionnaires des Nations Unies ont proposé que les

Nations Unies entreprennent des études sur les questions liées à l'action multilatérale et à l'exercice du pouvoir au niveau mondial, notamment la notion de souveraineté des États, les critères d'intervention, la diplomatie préventive, le rôle des organisations régionales dans le maintien de la sécurité au niveau régional, et les opérations de maintien de la paix. Ces projets ont été intégrés dans le programme de travail de l'ONU pour la période 1994-1995 dans le cadre du thème général "Le système des Nations Unies, l'exercice du pouvoir au niveau mondial et la sécurité".

## 2. Exercice du pouvoir et règlement des conflits

27. Alors que les chaînes de télévision ont continué de monter des scènes quasi quotidiennes dont l'horreur s'apparente à celle de Guernica, attirant l'attention sur les pratiques humaines les plus barbares dans diverses régions d'Europe et du monde, les progrès majeurs accomplis dans le cadre des pourparlers de paix au Moyen-Orient, les opérations de maintien de la paix au Cambodge, les efforts de réconciliation en Afrique du Sud et d'autres exemples d'exercice du pouvoir et de règlement de conflits en cours ont suscité quelque espoir pour l'avenir.

28. Entre temps, les études de l'ONU en 1993 ont abordé les questions d'alerte rapide et de diplomatie préventive dans le cadre d'un séminaire organisé à Tokyo, dans le cadre du programme sur l'exercice du pouvoir et le règlement des conflits. Lors d'un autre séminaire tenu en octobre 1993 à Corelline en Irlande du Nord, 34 universitaires représentant un vaste éventail de disciplines sociales et scientifiques ont examiné l'état du problème et identifié certaines questions majeures à inclure dans un programme de recherche à long terme consacré au règlement des conflits et aux questions ethniques. Ce nouveau programme, qui sera axé sur les questions ethniques, le règlement des conflits et la paix prolonge et élargit les activités des programmes actuels dans le cadre du programme de règlement des conflits de l'Université. Lancé au début de 1993 sur la base d'un accord de coopération conclu entre l'ONU et l'Université de l'Ulster, ce programme vise à créer des mécanismes de recherche pour les scientifiques et les décideurs politiques en élaborant des infrastructures de communication telles que des bases de données, des réseaux et auxiliaires du travail scientifique. Le programme intègre également la formation en tant que facteur essentiel du renforcement de l'approche axée sur le règlement des conflits.

29. Les chercheurs et les scientifiques de l'ONU se sont penchés en 1993 sur d'autres aspects de la violence et de la paix dans des circonstances et des formulations diverses. Par exemple, lors du colloque inaugural de la mi-février, Sir John Kendrew, lauréat du prix Nobel (Royaume-Uni), traitant du thème de la politique face à la science, a déclaré :

"Je ne puis m'imaginer plus grande stupidité commise par la race humaine que la façon dont tous les pays, y compris le mien, fabriquent des armements sophistiqués qui permettent aux gens de s'entre-tuer. Car s'ils ne sont pas destinés à cela, quel autre but peuvent-ils avoir?<sup>3</sup>"

30. Bien que l'on puisse considérer que le travail universitaire est incapable de mettre fin à l'escalade actuelle de la violence dans le monde, il ne fait aucun doute que l'identification des causes et des processus qui sont à l'origine des conflits contribue à prévoir les explosions de violence et à déterminer les mécanismes qui permettent de les éviter ou d'y mettre fin. À cet

égard, une des publications des Presses de l'UNU, qui se fonde sur les études menées par l'Université et a fait l'objet de critiques élogieuses, est The Culture of Violence. Les études de cas publiées dans cet ouvrage sont axées sur diverses formes de violence, depuis celles qui affectent les populations autochtones ou les enfants et les minorités raciales dans les villes modernes jusqu'aux causes de la criminalité liée au trafic de la drogue. Le premier titre dans une série de monographies consacrées au règlement des conflits par une approche plus axée sur l'action, Participative approaches to peacemaking in the Philippines, se fonde sur les expériences concrètes vécues par les assistants sociaux sur le terrain.

## B. L'environnement

### 1. Comment l'environnement s'inscrit-il dans le travail de l'UNU?

31. L'environnement reste une source de vive préoccupation pour tous dans la société, Gouvernements, hommes politiques, journalistes, groupes d'action sociale, scientifiques et citoyens. Ces dernières années, un certain nombre d'événements, notamment des catastrophes naturelles dans diverses régions du monde, parfois dues à une méconnaissance de l'environnement ont fait clairement apparaître l'importance d'une meilleure compréhension de l'environnement. Les débats de plus en plus vifs, opposant souvent violemment les hommes politiques et les scientifiques, sur la manière d'interpréter l'impact du secteur industriel sur l'environnement est une raison de plus pour tenter de mieux saisir la relation entre l'environnement et l'homme. Tous soulignent la complexité des problèmes auxquels nous sommes confrontés dans un monde où l'environnement est souvent intimement lié à la science et à la technologie et l'importance vitale d'une meilleure compréhension qui permette de trouver des solutions appropriées.

32. Les activités de recherche de l'UNU tiennent compte du fait que les problèmes environnementaux vont des déséquilibres localisés aux modifications à long terme à l'échelle planétaire, porteuses de catastrophes. Elles se fondent par ailleurs sur la prise de conscience du fait qu'il est urgent de rendre plus compatibles avec l'environnement bon nombre de phénomènes sociaux, économiques et technologiques qui contribuent à ces modifications. Les chercheurs de l'UNU sont également conscients de la nécessité de définir une philosophie nouvelle et cohérente en vue de s'attaquer à certains problèmes immédiats qui affectent l'essence même des questions d'environnement et d'économie.

33. Consciente de sa capacité limitée dans un sujet étudié dans de nombreuses institutions universitaires et internationales compétentes, l'UNU s'attache à aborder plusieurs domaines dans lesquels elle peut exercer une certaine influence. Le gros des activités dans ce domaine a été regroupé sous le titre général "Systèmes mondiaux d'entretien de la vie". Elles visent à apporter des réponses au rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (commission Brundtland), qui mettra l'accent sur l'importance de la réalisation de l'objectif de viabilité environnementale aux niveaux local et régional par la gestion correcte de l'environnement et des ressources, ce qui permettra de sensibiliser aux recherches à effectuer et aux initiatives multilatérales à prendre pour comprendre l'évolution environnementale au niveau planétaire et y faire face. D'autres activités examinent les questions environnementales sous l'angle de l'économie du développement, en vue de formuler une théorie économique globale qui inclue les nombreux types de valeurs des ressources biologiques et géophysiques et invite à la mise au point de meilleurs mécanismes de comptabilisation et d'analyse économique, permettant de

mesurer l'impact environnemental des décisions d'investissement aux niveaux macro- et micro-économiques.

## 2. Environnement et ressources

34. Les activités déployées en 1993 dans le cadre du sous-programme "Systèmes mondiaux d'entretien de la vie" ont essentiellement porté sur deux domaines : la gestion de l'environnement et des ressources – viabilité locale et régionale, modifications environnementales à l'échelle planétaire et action multilatérale. Ces travaux se sont pour une part inspirés d'activités antérieures et pour une autre attachés à explorer des voies nouvelles. Les problèmes naissants et actuels qui intéressent les Nations Unies ont également fait l'objet de certaines études. À cet égard, l'activité principale est le suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), de 1992. En 1993, des mesures ont été prises en vue d'élaborer un nouveau programme consacré au développement durable. À la demande du recteur, une équipe de consultants a été invitée à rédiger un rapport définissant les orientations générales et proposant des modalités d'action pour ce programme. Un programme a été élaboré pour 1993-1994 sur la base du rapport de cette équipe.

35. Par ces activités, l'Université apporte une contribution modeste mais significative au programme environnemental des Nations Unies en permettant aux avis des universitaires et des scientifiques d'influer sur les décisions pratiques et de politique. La description ci-dessous explique la manière dont la recherche, la formation et la diffusion relatives à certaines questions environnementales importantes ont contribué, au cours de l'année écoulée, à la réalisation des objectifs de l'Université dans le cadre du thème de la Perspective à moyen terme II, "changements et responsabilités planétaires", et la façon dont les activités dans ce domaine vaste et important, associées aux autres domaines du programme de l'ONU, facilite l'appréhension de la mosaïque complexe que constitue la condition humaine actuelle.

36. Les travaux qui consistent à examiner le problème sous l'angle de la durabilité locale et régionale ont couvert un large éventail d'activités, notamment l'écologie des régions montagneuses et le développement durable, les ressources naturelles en Afrique et les perspectives de durabilité environnementale.

## 3. Gestion des écosystèmes de montagne

37. La préoccupation centrale du projet "Ecologie des régions montagneuses et développement durable" est la promotion de la recherche et la diffusion effective de ses résultats dans le domaine relativement négligé du développement environnemental durable des régions montagneuses de la planète. Ces approches, qui mettent l'accent sur l'élaboration de méthodes interdisciplinaires et de démarches systématiques, visent à contribuer à concilier les objectifs souvent contraires de la conservation et du développement. Ce travail s'est appuyé sur des recherches menées antérieurement par l'ONU dans le domaine des régions montagneuses, de l'agro-sylviculture, de l'affectation des sols dans les régions tropicales humides, des écosystèmes d'altitude et de leurs incidences sur les zones de basse altitude et les ressources phréatiques, ainsi que des écosystèmes tropicaux. Le travail touchant aux connaissances et à la compréhension actuelles de la biosphère terrestre et des systèmes physiques d'entretien de la vie se fonde sur des recherches antérieures en géophysologie et en gestion des ressources naturelles.

38. Un des axes majeurs du projet est le développement des capacités dans les pays en développement. Par conséquent, un appui a été apporté à la création et au fonctionnement de plusieurs associations régionales de scientifiques spécialistes de la montagne. Deux de ces associations ont participé à d'importantes initiatives en 1993. L'Association africaine de la montagne a tenu sa troisième conférence et séminaire de travail au mois de mars au Kenya, avec l'aide du projet. Le thème choisi était la planification de l'exploitation durable des ressources montagneuses en Afrique. Le séminaire, organisé avec la coopération de l'ONU et de l'Institut des Ressources naturelles en Afrique, a réuni 50 participants provenant de 11 pays africains et de 3 pays non africains. L'East Asian-Pacific Rim Mountain Association a été créée lors d'un séminaire de travail consacré aux "Mountains of the West Pacific Rim", organisé en Nouvelle-Zélande au mois de mai. Le séminaire a réuni près de 100 participants représentant notamment l'Australie, le Canada, la République populaire de Chine, l'Indonésie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines, la Corée du Sud, Taïwan province de la Chine et les États-Unis d'Amérique, et a été l'occasion de plus de 50 communications, dont un certain nombre seront publiées sous la forme d'un numéro spécial de la revue Mountain Research and Development de l'ONU.

#### Revue consacrées à l'environnement

La revue trimestrielle Mountain Research and Development en est aujourd'hui à son 13e volume. Chacun des quatre numéros de la revue parus en 1993 comptait de huit à dix articles, publiés par d'éminents scientifiques du réseau, consacrés au développement durable des zones montagneuses et d'altitude et représentant des approches scientifiques à la fois naturelles et sociales.

Au cours de l'année, quatre numéros de Abstracts of Selected Solar Energy Technology (ASSET) ont été publiés. Par ailleurs, des questionnaires d'évaluation ont été envoyés. Les réponses seront utilisées en vue de mettre au point un nouveau plan pour la revue et sa diffusion.

L'ONU continue à publier, en collaboration avec Butterworth-Heinemann, la revue Global Environmental Change and Policy Dimensions. La revue trimestrielle, qui est aujourd'hui dans sa troisième année, a rapidement été reconnue comme l'une des revues principales consacrées à ce sujet. La revue traite des dimensions humaine, écologique et de politique publique des processus environnementaux qui menacent la durabilité de la vie sur terre. Outre les articles scientifiques, soumis à une stricte révision, la revue comporte une section intitulée "UNU Monitor", qui présente régulièrement des rapports, élaborés par la division académique, concernant les activités en cours de l'Université. Un numéro spécial (mars 1993) a été consacré à des études de cas nationales relatives à la capacité des institutions à appliquer les réductions d'émissions de gaz responsables de l'effet de serre, conformément à la Convention-cadre sur les changements climatiques.

39. Un projet important de recherche sur le Transect montagneux d'Asie centrale a connu des revers importants en raison des perturbations subies par le travail sur place dans les montagnes du Pamir, au Tadjikistan, suite à de graves troubles politiques. Toutefois, le travail effectué dans le cadre de ce projet se poursuit ailleurs dans la région. L'étude "Effect of Development on Rural

Poverty, Minority Peoples and Mountain Environment, Northern Yunnan, China" est bien engagée et bénéficie de l'aide de la Ford Foundation. Une proposition été formulée, visant le lancement d'une phase nouvelle du projet sous le titre "Floods in Bangladesh: Process Analysis and Process Understanding of Case Studies in Our Century", dont le but est d'étudier le rôle des montagnes de l'Himalaya et de leur développement par rapport aux inondations graves dans la plaine en aval.

#### 4. Le cas de l'Afrique

40. Les activités qui concernent les ressources naturelles en Afrique sont motivées par le besoin urgent d'améliorer la capacité des pays africains à gérer et à restaurer de manière autonome les ressources naturelles du continent. L'accent est mis sur le renforcement des institutions nationales en Afrique, la mobilisation des savants et des techniciens dans l'ensemble du continent et la mise à disposition de ceux-ci de la capacité de générer et d'appliquer les connaissances et les technologies novatrices en vue d'un travail productif et de la formulation d'options de planification et de politique, ainsi que sur une meilleure compréhension des aspects socio-économiques et autres des ressources naturelles dans le contexte d'un développement autonome. Au départ, les activités concernaient a) la conservation et la gestion des sols et de l'eau, b) les cultures alimentaires indigènes en Afrique et c) le développement des ressources minérales.

41. Les enquêtes sur le terrain ont débuté en 1992 et ont été quasi terminées en 1993, et des rapports ont été établis. Ceux-ci traitent a) des cultures alimentaires indigènes africaines; b) des ressources en sols et en eau; de leur conservation et de leur gestion et des contraintes imposées à leur utilisation dans la perspective d'un développement durable; c) des ressources minérales et des questions liées à leur gestion dans le cadre du développement durable; d) des plantes utilitaires africaines, tout particulièrement les plantes médicinales et les questions liées à leur gestion; et e) de l'estimation de l'importance de l'utilisation des produits alimentaires indigènes cultivés ou produits en Afrique par rapport aux produits alimentaires importés pour la préparation d'aliments servis dans les hôtels et autres lieux de restauration. Une conférence est en cours de préparation en vue d'examiner les rapports et de les publier.

#### 5. Interactions des activités physiques et humaines

42. Les activités déployées dans le domaine des perspectives de développement durable concernent essentiellement les interactions complexes entre les activités physiques et humaines par rapport à la modification de l'environnement, en particulier dans les régions tropicales et subtropicales, et leurs effets sur la durabilité. Leur objectif global est la promotion d'un développement durable sur le plan environnemental, social et économique par le biais de la recherche fondamentale et appliquée, de la formation et de la diffusion. À cet effet, une série d'études régionales ont été entamées dans diverses régions du monde en développement.

43. L'une de celles-ci était une conférence sur les perspectives d'environnement durable et de gestion des ressources en Afrique subsaharienne, organisée à Accra en mars 1993 à l'invitation de l'Université du Ghana avec la participation de l'UNU/INRA. La conférence a rassemblé 32 participants de 10 pays africains, de certains pays européens et de diverses organisations internationales. Elle a été ouverte par le premier ministre de l'Environnement

au Ghana, récemment en place, Mme Christiane Amoako-Nuamah. Un bref rapport et des articles dans des revues scientifiques internationales ont déjà été publiés. Le travail d'édition en vue de la publication d'un ouvrage complet est actuellement en cours.

44. Les activités humaines font partie intégrante de l'étude "Population, land management and environmental change", qui met l'accent sur les conséquences, pour l'aménagement du territoire et, partant, pour l'environnement, de la poursuite de la croissance démographique. Cette étude, qui concerne des recherches en grappes sur le terrain dans diverses zones de petites exploitations agricoles, s'est accélérée en 1993. Des grappes ont été établies en Amazonie brésilienne, en Afrique occidentale (Ghana), en Afrique orientale (Kenya, République-Unie de Tanzanie, Ouganda), dans la province chinoise de Yunnan-Thaïlande du Nord, au Népal, et dans les régions d'altitude de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Des liens ont également été établis avec d'autres activités de l'UNU, notamment celles qui concernent l'écologie des régions montagneuses, le développement durable et des activités de l'UNU/INRA ainsi que d'autres programmes associés dans ce domaine. Un bulletin d'informations semestriel, PLEC News and Views, a été créé en vue de contribuer à la diffusion des informations relatives à ces activités. Le premier numéro est paru en juillet 1993. Suite à une demande de financement extérieur important, le Programme des Nations Unies pour l'environnement a convenu de proposer pour ce sujet un financement par le biais du Fonds pour l'environnement mondial.

45. L'eau est elle aussi étroitement liée aux activités humaines. Il s'agit d'un autre aspect des préoccupations environnementales qui est devenu une contrainte importante pour le développement et une source potentielle de conflits entre les pays du Moyen-Orient. Une des activités auxquelles l'UNU a participé a été l'organisation du Middle East Water Forum au Caire, en Égypte, au mois de février 1993, en collaboration avec l'Association internationale des ressources en eau. Ce forum, auquel ont participé la plupart des pays du Moyen-Orient, a pour objectif à long terme de contribuer à la conclusion d'accords bénéfiques à toutes les parties en ce qui concerne l'utilisation optimale des ressources internationales limitées en eau. Le forum a été considéré comme une contribution importante aux pourparlers de paix au Moyen-Orient : 17 des participants sont actuellement engagés dans des négociations de paix bi- ou multilatérales. Un livre qui fait autorité, International Waters of the Middle East, basé sur les communications scientifiques faites lors de la conférence, a été co-publié par les Presses de l'UNU et par Oxford University Press en Inde.

46. L'énergie est devenue synonyme de développement industriel et de progrès dans de nombreuses régions du monde. Ces dernières années, elle a fait l'objet d'un examen critique en termes de dommages pour l'environnement et de recherche de sources alternatives d'énergie. En 1993, les activités dans le domaine de l'énergie ont notamment consisté dans la poursuite de la coopération avec le Département du développement économique et social, des Nations Unies, et avec l'Agence italienne pour les technologies nouvelles, l'énergie et l'environnement (ENEA) dans le cadre d'une étude de faisabilité, d'une activité de collecte de fonds et d'une activité pilote de création d'un réseau de centres d'excellence à l'échelle internationale spécialisés dans les ressources énergétiques nouvelles et renouvelables. Un rapport intérimaire sur l'étude de faisabilité a été réalisé et le deuxième colloque "Renewable Energy for Environment and Development: Capacity-Building in Developing Countries" a été organisé en décembre 1993 à Castel Gandolfo, en Italie. Les perspectives d'organisation d'une réunion d'experts des Nations Unies en vue de fixer un calendrier de

recherche et d'actions des Nations Unies sur l'énergie au niveau mondial à l'horizon du XXI<sup>e</sup> siècle ont également été examinées. Le séminaire envisagé sur l'Énergie, le développement et l'environnement a dû être postposé. (Les questions liées à l'énergie sont également abordées dans le cadre du programme "Future Global Change and Modelling".)

## 6. Le rôle clef des activités humaines

47. Les activités humaines jouant un rôle essentiel par rapport aux modifications en cours dans l'environnement au niveau planétaire, ces études rassemblent des scientifiques représentant les sciences naturelles et sociales en vue de mieux comprendre les causes anthropogéniques et les conséquences sociales et économiques. Leur intention est aussi de promouvoir un large soutien de l'opinion publique et les efforts multilatéraux nécessaires en vue d'aboutir à l'adoption de stratégies visant à éviter ou à atténuer les incidences indésirables des modifications environnementales et à mettre en oeuvre des politiques destinées à gérer la dégradation de l'environnement et à promouvoir un développement environnemental durable.

48. Plusieurs activités ont été menées à terme ou transférées vers une nouvelle phase au cours de l'année 1993 : un nouvel ouvrage important, Environmental Change and International Law, a été publié en février 1993. Un livre intitulé Environmental Change and Global Governance, édité par Oran Young, George Demko et Kilaparti Rmakrishna, est en cours de rédaction et sera publié par les Presses de l'UNU et la University Press de Nouvelle-Angleterre. Le projet "Global Risk Assessment and International Law" a atteint la phase d'élaboration du rapport. Le principal volume, consacré aux comparaisons internationales, édité par Roger Kasperson et Jeanne X. Kasperson, dont la publication est prévue aux Presses de l'UNU, est actuellement en cours d'élaboration. Le projet "Industrial Metabolism" a atteint la fin de la première phase, qui coïncide avec la publication, par les Presses de l'UNU, de l'ouvrage Industrial Metabolism: Restructuring for Sustainable Development, édité par Robert U. Ayres et Udo E. Simonis, est en cours de production.

49. Un symposium de l'UNU, consacré à la restructuration environnementale, a été organisé au siège des Nations Unies en juillet 1993 en vue de faire rapport sur la première phase du projet et de planifier les activités futures dans ce domaine. La restructuration environnementale est un des thèmes centraux d'Action 21 de l'UNU et portera sur les activités de suivi du projet "Industrial Metabolism". En septembre 1993, l'UNU a organisé conjointement avec le Japon "Eco-Life Centre", une conférence internationale consacrée à la gestion de l'environnement, qui a examiné le rôle du secteur privé et à l'occasion de laquelle des rapports de certains résultats du projet ont été présentés.

### Publications consacrées à l'environnement au niveau mondial

Global Greenhouse Regime: Who Pays? traite d'un volet essentiel des négociations internationales relatives à la convention sur les changements climatiques et présente les points de vue tant du Sud que du Nord. Il constituera un cadre important pour le système des Nations Unies et les négociations concernées.

La conférence "Toward a Sustainable Environmental Future for the Southeast Asian Region" de 1991 à Yogyakarta, en Indonésie, a débouché sur un ouvrage intitulé South-East Asia's Environmental Future: The Search for Sustainability, édité par Harold Brookfield et Yvonne

Byron, et publié au début de cette année par les Presses de l'UNU. L'auteur d'un des comptes rendus a considéré que cet ouvrage constituait une contribution importante dans ce domaine, dans la mesure où il présente sous une forme succincte des approches nouvelles, précieuses et originales du problème de la durabilité du développement environnemental. Il a ajouté qu'il traite de questions urgentes en Asie du Sud-Est, et l'on ne peut qu'espérer que les décideurs politiques en tiendront dûment compte.

50. Les activités concernant la gestion des océans ont essentiellement consisté, en 1993, à cofinancer, avec l'Institut international de l'Océan (OIO), la conférence Pacem in Maribus XXI intitulée "Ocean governance : a model for regional seas in the 21st century", organisée en septembre à Toyama au Japon, et à achever de l'édition du manuscrit de la conférence Pacem in Maribus XIX intitulée "Ocean governance : national, regional, global institutional mechanisms for sustainable development in the oceans", organisée conjointement par l'IOI, la Commission océanographique intergouvernementale (COI), l'Unesco et l'UNU en 1991. L'ouvrage sera publié par les Presses de l'UNU.

51. Parmi les autres activités en 1993, signalons l'organisation d'une session spéciale sous le titre "Environmental impact assessment: methodological issues and current status", parallèlement à la conférence de l'International Association of Impact Assessment qui s'est tenue à Shangaï au mois de juin. Cette session a été le point de départ d'un projet à plus long terme dans ce domaine, sur base de recherches antérieures de l'UNU.

#### 7. L'environnement vu sous l'angle économique

52. Le lien étroit entre les préoccupations environnementales et l'économie est devenu plus évident ces dernières années, en particulier suite à l'intégration croissante dans la réflexion économique des incidences potentielles de l'analyse sociale et environnementale coûts/avantages des projets d'investissement sur les ressources naturelles et les services liés à l'environnement. Par le biais de l'économie environnementale, l'UNU mène actuellement une série d'études de cas, définit des modèles de relations environnement/développement, et se livre à une analyse des données et des politiques. Les quatre projets actuels ont pour sujet le cadre juridique de l'économie de l'environnement, les méthodes d'imputation économique qui prennent en compte les considérations environnementales, le comportement micro-économique et les modifications sectorielles en particulier en agriculture, et la prise de décision dans la gestion des services liés à l'environnement.

53. Un des projets concerne la préparation d'une série d'études faisant autorité en matière d'économie de l'environnement et de développement. Un autre vise l'élaboration d'un recueil de textes sur l'économie des ressources environnementales. Le troisième porte sur une série de séminaires d'été sur l'économie de l'environnement dans les universités des pays en développement. Le quatrième projet s'attache à la mise au point d'une série d'études de cas axées sur les aspects économiques et politiques de la protection de l'environnement à l'échelle planétaire. Le projet a notamment débouché sur la publication intitulée The Economics of Transnational Commons et d'un rapport intitulé A Global Environmental Compact for Sustainable Development: Resource Requirements and Mechanisms.

54. Ces initiatives ont débouché sur trois ouvrages sous le titre The Environment and Emerging Development Issues: Economics of Transnational Commons,

et un recueil de textes sur l'économie de l'environnement. Par ailleurs, des séminaires d'enseignement ont été organisés, le premier à Colombo à la mi-décembre 1992, destiné aux professeurs d'économie dans les universités des pays en développement, le second à Malte au début de juillet 1993. Il est prévu de poursuivre ces séminaires et les autres efforts de diffusion, en collaboration avec le PNUE et l'Institut international d'économie de l'environnement de l'Académie royale des sciences, de Suède.

#### 8. Questions connexes

55. Parmi les autres activités qui concernaient les questions environnementales, on compte notamment le lancement d'un projet sur la diminution du nombre de catastrophes naturelles faisant suite à la Décennie internationale pour la réduction des catastrophes naturelles. Une collaboration active a été entretenue avec la World Seismic Safety Initiative (WSSI), un programme appuyé par la Décennie, ainsi qu'avec l'International Centre for Disaster Mitigation Engineering (INCEDE) de l'Université de Tokyo. Une session d'un groupe de travail consacrée au thème "Towards natural disaster reduction" a été organisée en liaison avec le Pacific Science Inter-Congress à Okinawa, en juin 1993. Plusieurs publications et activités de suivi sont prévues.

56. Des stratégies appropriées de développement durable dans le cadre global de l'énergie, de l'économie et de l'environnement ont été examinées lors de la troisième d'une série de conférences sur le thème "Global change and perspective", tenue en octobre 1993. Cette conférence, intitulée "Global Environment, Energy, and Economic Development", était organisée conjointement par l'International Development Center of Japan (IDCJ) avec l'appui du Gouvernement du Japon et, notamment, l'Agence de planification économique, l'Agence pour l'environnement, le ministère des Affaires étrangères, le ministère du Commerce et de l'industrie internationaux et, d'autre part, la Société japonaise de l'énergie et des ressources, l'Institut des ingénieurs en électricité du Japon, la Société japonaise des ingénieurs en mécanique et l'Association japonaise d'économie et d'économétrie. Un ouvrage basé sur cette conférence est en cours d'édition.

#### Forum public sur l'environnement

Les forums publics de l'ONU liés à l'environnement et au développement durable, organisés au siège de l'ONU à Tokyo en 1993, ont réuni plusieurs scientifiques et spécialistes de renom en matière d'environnement.

En janvier, le lauréat du prix Tyler, le professeur Edward D. Goldberg du Scripps Oceanographic Institution de Californie, président de l'International Mussel Watch, a présenté un exposé intitulé "Coastal zone space: a site for conflict".

Au mois de mars, l'équipe chargée de l'étude de faisabilité de la création d'un centre et d'un programme de recherche et de formation sur l'environnement et la santé, les professeurs Asit K. Biswas, John Dirks et José Tundisi, ont informé le public de certaines questions associées.

M. Kirk R. Smith de l'East-West Center de Hawaï, coéditeur de l'ouvrage The Global Greenhouse Regime publié par l'ONU, a donné au mois de juin, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement,

une conférence intitulée "The most important chart in the world", dans laquelle il a évoqué les liens entre la consommation énergétique, les atteintes à l'environnement et la croissance démographique et le besoin qui en découle d'accroissement effectif de la quantité d'énergie disponible pour les groupes démographiques les plus pauvres et de réduction des quantités utilisées par les groupes les plus riches.

Le nouvel administrateur-délégué du PNUE, Mme Elizabeth Dowdeswell, a parlé au mois de juillet des "Orientation nouvelles du PNUE dans l'après-CNUED".

Le professeur Elisabeth Mann Borgese, fondatrice et présidente de l'Institut international de l'Océan, a dirigé au mois de septembre un groupe de discussion sur le sujet "Ocean governance for sustainable development: future directions". Ce groupe comprenait un certain nombre de personnalités éminentes dans le domaine de la gestion des océans.

En octobre, la Journée internationale des Nations Unies pour la réduction des catastrophes naturelles a été commémorée par une conférence donnée par le professeur Tsuneo Katayama, directeur de l'INCEDE et coprésident du WSSI sur le sujet "International Decade for Natural Disaster Reduction: are we chasing a dream?".

Le Forum II de l'ONU sur l'environnement mondial, un séminaire public annuel commandité par l'entreprise de construction Obayashi, s'est tenu au mois de janvier. Il avait pour sujet "Environmental Change in Rain Forests and Drylands" et a fait salle comble dans le centre de conférences du siège central de l'ONU. Les principaux intervenants étaient M. Martin W. Holdgate, Directeur général de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, et M. Edward S. Ayensu, Président de l'Union panafricaine pour la science et la technologie. Le service académique de l'ONU a rédigé et publié un rapport sur ce forum.

## C. Science et technologie

### 1. Apports de l'ONU

57. Aucun pays ne peut espérer atteindre un développement économique significatif sans développement approprié de sa capacité à suivre le rythme des derniers progrès de la science et de la technique. Si les grands facteurs tels que la terre, la main-d'oeuvre et le capital continuent à jouer un rôle essentiel par rapport à la répartition de la richesse des nations, la science et la technologie et les politiques appropriées pour les exploiter constitueront le facteur décisif du succès des nations dans les décennies à venir. Les progrès réalisés actuellement en physique, en chimie et en biologie débouchent rapidement sur des matériaux nouveaux qui commencent à remplacer les matières premières traditionnelles. Les technologies nouvelles dans les domaines de la micro-électronique, de la robotique et de l'informatique entraînent dès à présent une restructuration fondamentale des divisions traditionnelles du travail. Vu ce scénario, il est possible que les évolutions qui s'accroissent dans le domaine de la science et des techniques renforceront les problèmes à l'échelle mondiale. Simultanément, ces évolutions sont une source potentielle de solutions à ces problèmes. Toutefois, la quantité des informations

scientifiques et le rythme sans précédent des innovations techniques creusent les écarts entre nations du point de vue de l'accès à ces informations et de leur application dans le cadre du développement social et économique. Par ailleurs, les problèmes éthiques deviennent une source importante de préoccupation.

58. L'importance accrue de la recherche fondamentale dans les domaines de haute technologie ont entraîné un développement important de l'implication des intérêts économiques dans des domaines qui, précédemment, concernaient surtout les universitaires. Par ailleurs, les universités ont été invitées à améliorer leur rapport coût/avantages et à s'orienter plus vers les applications techniques, dont bon nombre présentent un intérêt commercial. Cet intérêt a débouché sur une privatisation croissante des résultats de la recherche fondamentale, les Gouvernements et les entreprises limitant l'accès aux développements scientifiques et techniques ainsi que le flux d'informations qui les concerne. Les effets de cette restriction sur le progrès des sciences fondamentales et son application ont incité les scientifiques des pays tant développés qu'en développement à exprimer leurs préoccupations à propos des incidences éventuelles de cette tendance.

59. Dans ce domaine, la recherche de l'Université s'attache actuellement à identifier les risques et les avantages d'une accélération des changements en science et en technologie qui affectent le développement dans diverses régions du monde. Une partie de cette activité consiste à tenter d'identifier les progrès scientifiques et techniques qui présentent des potentialités de solutions aux problèmes auxquels sont confrontées les nations à tous les stades de leur développement. D'autres activités, qui mettent fortement l'accent sur les interfaces entre les systèmes éducatifs, la recherche fondamentale et appliquée et la gestion technologique, visent le développement d'approches nouvelles des politiques qui s'efforcent d'adapter librement les avantages de la science et de la technique au niveau transnational, en particulier pour les nations qui en ont besoin. Un des objectifs principaux des activités dans ce domaine consiste à renforcer, dans les pays en développement, les institutions impliquées dans la biotechnologie et la micro-informatique. Elles s'efforcent par ailleurs d'améliorer l'accès des pays en développement aux informations scientifiques et techniques nouvelles. La recherche de l'UNU tente d'appréhender la question de la science et de la technologie en l'abordant sous divers angles, disciplines, et domaines de travail, notamment l'économie, la formulation des politiques, les développements techniques, la mise au point de programmes d'enseignement et la formation de spécialistes. En conséquence, elle s'intéresse essentiellement à certains aspects tels que les implications que peuvent avoir les technologies nouvelles, la science et la technique pour le développement, l'amélioration des capacités des pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans le secteur de la biotechnologie, domaine clef des technologies nouvelles, ainsi qu'à l'amélioration de la capacité des pays en développement à faire face dans les domaines de haute technologie que sont les microprocesseurs et l'informatique.

## 2. Renforcer l'autonomie

60. Des activités sont en cours dans le domaine de la technologie des logiciels, dont le but est d'assurer l'autonomie des pays en développement. L'accent est mis ici sur l'aide au développement de logiciels avancés et locaux en insistant sur les techniques et les outils de conception axés sur les calculs utilisés par l'enseignement supérieur, la recherche, en particulier en

modélisation des domaines d'application, la saisie des conditions et les méthodologies de programmation.

61. L'activité principale déployée au cours de l'année dans le développement de logiciels avancés fut le début, en septembre, de la phase exploratoire d'un projet de mise au point d'un système informatisé pour l'administration des chemins de fer, destiné à la Chine. Cinq candidats ont entamé une formation aux techniques avancées de développement d'un logiciel à haut niveau d'intégrité pour l'établissement des horaires, le départ, la surveillance et le contrôle des trains sur l'axe le plus fréquenté de la Chine, entre Zhenzhou et Wuhan. Les projets prévoient une phase exploratoire, suivie d'une phase de transfert de technologie en 1994-1995 et de la formation de 20 boursiers.

62. Des séminaires de formation ont été organisés en vue de développer la sensibilisation aux techniques industrielles de pointe et à la recherche et aux outils avancés pour le développement professionnel de logiciels fiables. Le premier de ceux-ci, organisé au mois d'avril à l'Asian Institute of Technology (AIT) en Thaïlande, a réuni des participants de cinq universités et de trois entreprises thaïlandaises. Le second a été organisé au mois de mai à l'Institute of Informatics à Hanoi et a rassemblé des participants de l'AIT, six universités vietnamiennes et quatre entreprises.

63. La recherche effectuée au cours de l'année a été axée sur divers aspects des outils de calcul et autres outils mathématiques de développement de logiciels, sur les environnements de développement informatisé de logiciels, sur la robotique et sur les aides à la langue mongole. À la demande de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, il a été procédé à une analyse des notions d'accréditation des développeurs de logiciels et de certification des produits.

64. Une des formes de diffusion des activités dans ce domaine fut un séminaire de sept jours, consacré aux programmes universitaires d'enseignement de la technologie des logiciels, organisé à Beijing et réunissant essentiellement des participants des pays asiatiques en développement. Son objectif consistait à promouvoir l'échange de vues entre l'université et les dirigeants d'entreprises des pays industrialisés et en développement à propos des programmes de cours universitaires existants et prévus. Des séminaires similaires sont prévus dans d'autres régions du monde.

65. Une autre forme de diffusion fut l'établissement de listes bibliographiques de la production régulière d'articles et de rapports pertinents paraissant dans des revues, y compris les documents pertinents relatifs aux activités de l'UNU, en vue de leur diffusion dans quelque 150 facultés universitaires et instituts de recherche dans les pays en développement.

### 3. Les incidences des stratégies en matière de technologies nouvelles

66. Les incidences des technologies nouvelles de développement, vues sous l'angle de la science et de la technique, ont été étudiées en 1993 par le biais de la recherche sur la mobilisation des capacités technologiques dans les pays en développement et par celui de la définition d'études appropriées concernant les politiques. "Industrialization strategy and policy from a technological perspective" est le thème d'une vaste étude du secteur industriel et de l'innovation qui s'est développée à partir de l'étude de cas, prévue précédemment, sur l'innovation industrielle à Taïwan Province de Chine, telle

qu'elle est décrite au paragraphe suivant. Elle se fonde essentiellement sur l'examen et la synthèse des informations contenues dans la littérature et vise à la publication d'une monographie fournissant un exposé systématique d'un avis différent de celui de l'ouvrage Industry and Trade in Some Developing Countries, de I. M. D. Little, T. Scitovsky et M. Scott, basé sur la compréhension du développement technologique et son rôle dans la croissance de la production et construisant un cadre à fondement empirique pertinent par rapport à la politique à suivre.

67. Le profil détaillé de l'étude de cas sur l'industrialisation de Taïwan Province de Chine a été défini au début de 1993. La recherche tentera de vérifier un certain nombre d'hypothèses formulées dans le cadre d'études récentes des pays industrialisés du point de vue des facteurs technologiques intervenant dans le processus d'industrialisation. Elle complétera la monographie sur la stratégie et la politique d'industrialisation vues sous l'angle technologique, décrite ci-dessus, en vérifiant un certain nombre de grandes hypothèses par le recours aux données primaires. L'axe principal consiste à expliquer comment les entreprises taïwanaises ont apparemment réussi à combler l'écart entre la productivité réelle et les productivités résultant des meilleurs pratiques dans l'économie internationale.

68. L'étude consacrée à la stratégie de la politique technologique en Amérique latine se penche sur les forces politiques qui affectent l'orientation et le succès ou l'échec des politiques en matière de technologies. En 1993, les activités ont été axées sur la compréhension des facteurs politiques constitutifs impliqués et sur la façon dont ceux-ci modifient la nature et l'orientation des stratégies d'industrialisation. Un certain nombre d'études portant sur le rôle des facteurs politiques dans la politique en matière de technologies ont été commandées, et des projets ont été soumis au début de 1993. Ceux-ci ont été utilisés, après révision, dans le cadre d'un séminaire organisé en avril à Maastricht, au Pays-Bas. La publication d'un ouvrage est prévue.

69. Le système chinois composé essentiellement d'instituts de recherche-développement gérés par l'État fournit une grande partie des capacités scientifiques et techniques du pays et joue un rôle essentiel dans la politique technologique. On dispose toutefois de peu d'informations sur son efficacité. Une étude intitulée "The Politics of Technology Policy in China" a été entamée après qu'il est apparu qu'un certain nombre de ces institutions de recherche en haute technologie avaient engendré des organisations commerciales dérivées qui sont entrées dans le secteur de la production. L'étude vise à déterminer les types de liens qui se sont développés ainsi que les forces économiques qui ont contribué à leur apparition. L'année 1993 a été consacrée à des études exploratoires sur le terrain en vue de déterminer si l'expérience chinoise serait intéressante par rapport à la recherche axée sur une politique. Les résultats de cette enquête sont en cours de rédaction et pourraient donner lieu à une publication.

70. Un certain nombre d'études politiques axées sur les problèmes actuels liés aux technologies nouvelles tentent de produire une analyse des politiques qui peut être destinée aux décideurs, essentiellement dans les pays en développement. Les études effectuées en 1992-1993 portent notamment sur les sujets suivants : les incidences des politiques d'ajustement structurel sur le développement de la capacité technologique en Afrique subsaharienne; les développements récents en matière de protection de la propriété intellectuelle et ses implications pour les pays en développement; l'impact de la crise économique et des politiques d'ajustement structurel sur la politique de la

science et de la technologie en Amérique latine; les politiques de transferts technologiques à une époque de modification de la structure économique et de progrès technologiques rapides; et, les modifications organisationnelles dans le secteur manufacturier au Zimbabwe.

#### 4. Les retombées de la biotechnologie

71. Les activités dans le domaine de la biotechnologie sont principalement axées sur l'Amérique latine et la région des Caraïbes. Au cours de l'année, six cours d'une durée moyenne de deux semaines ont été organisés pour quelque 90 jeunes scientifiques et diplômés provenant de divers pays de cette région. Les participants ont été initiés aux nouvelles techniques de la biotechnologie dans le domaine de la biotechnologie végétale, des vaccins et des diagnostics ainsi que des micro-organismes présentant un intérêt pour l'industrie. Un des cours, organisé à Mexico au mois de mars, portait sur la technologie moléculaire appliquée à l'analyse et à l'ingénierie du génome végétal. Un autre, donné au mois de mai au Venezuela, concernait l'immunologie et la génétique moléculaire des rétrovirus humains et animaux. Un troisième, qui s'est déroulé au mois de juin au Guatemala et au Mexique, était axé sur la biotechnologie du traitement anaérobie des déchets. Un autre cours était le troisième cours annuel consacré aux techniques de base de recombinaison d'ADN, organisé au Venezuela au mois de septembre. Le cours annuel avancé en processus de biotechnologie a été organisé au mois d'octobre, conjointement par l'International Organization of Biotechnology and Bioengineering et par l'Universidad Autónoma de México. Au mois de novembre un cours sur les applications à l'agriculture des nouvelles méthodes en biotechnologie a été donné en Argentine.

72. Outre la formation, des bourses UNU ont été accordées pour la promotion des échanges académiques dans la région. Au total, 19 bourses de ce type ont été accordées au cours de l'année, pour des durées allant de 3 à 12 mois. Les boursiers étaient originaires d'institutions en Argentine, Bolivie, Colombie, Cuba, Ecuador, Pérou et Venezuela. La plupart des boursiers ont été accueillis par le Centro de Investigación y de Estudios Avanzados del Instituto Politécnico Nacional, par l'Instituto Venezolano de Investigaciones Científicas, et par l'Universidad Central de Venezuela. D'autres ont été accueillis par des institutions en Argentine, au Brésil et au Chili.

73. Au début de l'année, le rapport final concernant le projet sur l'étude des diagnostics et des vaccins contre l'espèce brucella a été rédigé et soumis au Supply and Services du Gouvernement du Canada. Dans un compte rendu relatif au rapport final, une autorité scientifique du gouvernement canadien a déclaré que les scientifiques qui avaient participé au projet avaient accompli des progrès significatifs dans l'amélioration de la vaccination et du traitement de la brucellose. Ce compte rendu a eu pour résultat l'octroi d'une seconde bourse de 160.500 dollars canadiens destinée au projet et couvrant une période de deux ans débutant en octobre 1993.

74. Le deuxième séminaire sur l'ingénierie génétique des plantes s'est déroulé à São Paulo, au Brésil, à la fin de novembre, avec la participation de représentants de base de l'Argentine, du Brésil, du Mexique et de l'Espagne et d'autres scientifiques. L'accent a été mis sur les progrès récents accomplis dans l'identification, le mappage, l'expression et la régulation des gènes végétaux. Des membres du Diagnostic and Vaccines Research Network ont participé en tant que conférenciers au cours sur les techniques de base de recombinaison de l'ADN.

## 5. Renforcement des capacités scientifiques et techniques en matière de microprocesseurs et d'informatique

75. L'objectif principal de ces activités est d'aider les universités dans le monde entier, en particulier dans les pays en développement, à renforcer leurs capacités scientifiques et techniques dans ce domaine présent partout et en progrès rapide, essentiellement en aidant les chercheurs à entamer et à améliorer la recherche pertinente dans leurs institutions nationales. Un autre objectif consiste à permettre aux universités d'organiser une formation avancée en micro-électronique et en informatique en vue de rendre les universités plus sensibles aux besoins et aux efforts globaux de leur pays en matière de développement.

76. Les activités sont axées sur trois domaines : la conception de systèmes de contrôle en temps réel (instrumentation intégrée contrôlée par microprocesseur); l'informatique appliquée à la conception et à la gestion de systèmes humains complexes; et la recherche et la formation avancée en informatique et en science des ordinateurs dans certaines universités choisies, en mettant particulièrement l'accent sur le parallélisme, les systèmes de gestion de bases de données et le traitement des images.

77. Le statut des activités du Deuxième projet en micro-informatique UNU/Gouvernement irlandais a été examiné lors des réunions du groupe de travail et du comité directeur, organisées à Dublin, respectivement en juin et en septembre. Lors des deux réunions, les participants ont exprimé leur préoccupation à propos du nombre plus faible que prévu de boursiers qui ont, dans le cadre du projet, profité des opportunités de formation en Irlande.

78. La première réunion de la Conférence scientifique africaine de l'informatique (constituée après la première Conférence africaine sur la recherche en informatique, organisée en 1992) a eu lieu au mois de juillet à Ouagadougou. Il a été décidé à la réunion d'organiser la deuxième Conférence africaine sur la recherche en informatique à Ouagadougou en octobre 1994. La réunion a également passé en revue les propositions de projet qui lui ont été soumises par le réseau récemment constitué sur la vision par ordinateur [Vision par ordinateur en Afrique pour la recherche (VOAR)] et l'ingénierie de logiciels [Recherche africaine en ingénierie avancée de logiciels (ARIAL)], et les a tous deux approuvés.

79. Des projets sont en cours en vue de mettre en place un troisième réseau sur le parallélisme. On espère obtenir l'aide locale des institutions concernées en ce qui concerne les activités de recherche ainsi que l'aide du ministère français de la Coopération sous la forme de bourses permettant aux jeunes chercheurs de travailler à leur thèse de doctorat dans le cadre des projets de réseaux. La possibilité de bourses post-doctorales d'études à l'étranger, dans les institutions d'Afrique et d'ailleurs, sera examinée. On prévoit que chaque réseau pourrait avoir besoin d'une ou de deux bourses annuelles.

## 6. Les frontières de la science et de la technologie

80. Cette activité examine actuellement les progrès en science et en technologie du point de vue de leurs incidences dans la solution des problèmes mondiaux urgents qui concernent le système des Nations Unies. Elle consiste également à organiser des séminaires de travail en recherche et formation avancées portant sur des sujets sélectionnés dans le domaine des progrès

scientifiques et technologiques pour les universitaires et les décideurs politiques des pays en développement.

81. Au cours de l'année, l'édition du manuscrit du symposium de 1991 sur l'impact du chaos sur la science et la société et du symposium de 1992 sur l'élargissement de l'accès à la science et à la technologie : le rôle des technologies de l'information, a été menée à bonne fin. En outre, en collaboration avec le Bureau des affaires spatiales du Secrétariat des Nations Unies, la préparation d'un colloque sur la coopération internationale dans le cadre des activités spatiales visant l'amélioration de la sécurité dans la période de l'après-guerre froide a été entamée.

82. Divers séminaires de recherche et de formation ont été organisés au cours de 1993, essentiellement dans les domaines de la biotechnologie, de la technologie des logiciels, des microprocesseurs et de l'informatique, et des produits alimentaires et de la nutrition. Ces séminaires sont décrits dans les différents rapports des programmes et au chapitre IV ci-dessous. Des discussions ont été entamées, dans certains cas avec des organismes scientifiques internationaux, en ce qui concerne de nouvelles activités touchant à divers domaines, notamment la radiation synchrotrone, la télédétection pour la surveillance des écosystèmes terrestres et marins, et la technologie des plasmas.

#### D. Développement humain et social

83. L'article 55 de la Charte des Nations unies énonce que "les Nations Unies favorisent le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social". Par ailleurs, la Charte souligne la nécessité d'apporter des solutions aux problèmes économiques, sociaux et de santé au niveau international et de renforcer la coopération dans les domaines culturel et éducatif. L'UNU, en tant que partie intégrante du système des Nations Unies, axe ses efforts sur la mobilisation des ressources de la communauté universitaire internationale visant à l'amélioration de la condition humaine par la recherche de solutions à long terme aux problèmes économiques et sociaux qui font obstacle à un développement et à un bien-être humain plus équitable et durable.

84. Un des aspects clefs de l'activité de l'UNU en 1993 est formé par les analyses des incidences tant sociales qu'économiques du développement, en particulier dans leur rapport avec l'amélioration de la condition humaine. Cette activité s'est attachée essentiellement à examiner un certain nombre de considérations liées entre elles, notamment l'amélioration de la qualité de vie, les incidences du développement économique sur les femmes, les programmes de réforme et d'ajustement structurel dans les économies en développement, l'amélioration de la situation en matière de nutrition et de santé, et la démographie et l'urbanisation. L'UNU s'est efforcée d'étudier ces liens réciproques en adoptant une approche multidisciplinaire garantissant, autant que possible, que les résultats des analyses comparatives du développement économique et social puissent influencer sur les concepteurs et les décideurs politiques.

##### 1. Qualité de la vie

85. Une des préoccupations courantes en économie et en philosophie est d'aboutir à une meilleure compréhension de ce qu'il convient d'entendre par "qualité de vie" et des conditions nécessaires, dans le cadre de la réflexion

politique, à son amélioration. L'UNU a rassemblé des universitaires appartenant à ces deux disciplines et les a encouragés à débattre entre eux de la question de l'amélioration de la qualité de vie. Elle les a incités plus spécifiquement à coopérer dans le cadre de nouvelles enquêtes qui pourraient produire des résultats utiles pour les décideurs. Par conséquent, une approche correcte de problèmes économiques complexes vus sous l'angle de l'économiste ne peut ignorer des questions philosophiques essentielles et, de même, l'approche d'un philosophe implique qu'un lien soit fait entre les interrogations de type plus théorique et une compréhension plus correcte des problèmes pratiques complexes.

86. Cette recherche a des incidences directes sur la définition des politiques publiques : les spécialistes des sciences sociales examinent des activités et non simplement des satisfactions, et mesurent les réalisations dans toute une série de domaines différents de la vie. Une réflexion sur les décisions complexes qui doivent être prises dans le cadre d'une politique publique concernant, par exemple, la santé et la répartition des biens qui y sont liés, montre la nécessité d'une approche de toute cette question de la qualité de la vie qui aille au-delà des mesures économiques conventionnelles et imprécises. La recherche de l'UNU a montré la nécessité de mettre plus l'accent sur les questions philosophiques de relativité des traditions et des cultures en vue de déterminer les personnes dont les croyances et les jugements doivent être les critères utilisés par les décideurs politiques<sup>4</sup>.

87. L'Université s'est efforcée par ailleurs d'aboutir à une meilleure compréhension des conditions préalables de la sécurité économique en termes de fonctionnement harmonieux d'une économie et de dispositions efficaces mais abordables en matière de sécurité sociale. Les efforts déployés dans ce domaine ont concerné essentiellement l'Inde et se sont attachés à analyser l'expérience, en grande partie couronnée de succès, de la sécurité sociale à Kerala, le quasi échec d'Uttar Pradesh et le demi-échec de la sécurité sociale au Bengal occidental. L'objet de la recherche a consisté à tirer les enseignements des expériences diverses en Inde sur la base de comparaisons inter-États et d'études spécialisées des expériences de certains États et de leur intégration, par rapport à ce que l'on peut apprendre d'autres pays, en particulier des efforts similaires déployés en Chine.

88. Un des enseignements précieux de l'expérience chinoise concerne les difficultés apparentes de maintenir des mesures de sécurité sociale au niveau rural qui sont entrées en partie en conflit avec les principes des réformes économiques, ainsi que le recours insuffisant aux incitants politiques. La recherche indique qu'une utilisation avisée des aspects positifs de la vaste gamme des expériences chinoises pourrait être l'approche la plus utile pour l'Inde, mais la diversité de l'expérience indienne dans les différentes régions du pays peut également fournir des leçons politiques utiles. Les implications pour les décideurs politiques sont notamment la nécessité générale d'être plus attentif aux exigences en matière d'éducation, de mesures de santé publique et de services sociaux, mais une considération tout aussi importante est celle du choix des types d'activités de l'État et de leur concentration, ainsi que leur utilisation par rapport à la promotion du développement et de la sécurité économiques.

## 2. Les femmes et le développement

89. Il y a quelque temps déjà, l'UNU a commencé à se pencher sur la question des incidences du développement économique sur les femmes des régions rurales en Chine, dans le cadre d'un projet de l'Université portant sur les ménages, le

sexe et l'âge, qui s'efforce d'identifier l'impact des réformes économiques sur les femmes des régions rurales chinoises depuis 1979 et le rôle de celles-ci par rapport au développement économique ainsi que les problèmes rencontrés. Le projet s'est également efforcé d'appliquer des méthodes de recherche nouvelles en assurant la formation des jeunes chercheurs aux questions liées aux femmes et d'échanger les expériences du travail de recherche avec d'autres pays, en particulier d'autres pays en développement. L'étude<sup>5</sup> a mis en évidence la nécessité d'entreprendre des efforts radicaux en vue d'améliorer la compétence des femmes des régions rurales, non seulement sur le plan des connaissances générales et techniques mais aussi sur celui des compétences de production, et de la sensibilisation aux progrès de leur condition personnelle et à l'autonomie par rapport aux hommes. Il convient également de mieux examiner les possibilités de recours à la main-d'oeuvre féminine excédentaire dans le cadre du développement économique, en étant particulièrement attentif aux entreprises urbaines en développement qui peuvent convenir aux femmes tout en garantissant des conditions de travail correctes et sûres.

90. Les efforts déployés par l'UNU visent également à évaluer les besoins des femmes en matière de formation et d'éducation en vue d'optimiser les opportunités que pourraient offrir les technologies nouvelles tout en minimisant leurs menaces potentielles. Par l'évaluation des incidences des technologies nouvelles sur les femmes, l'UNU s'efforce par ailleurs d'améliorer la coopération Sud-Sud entre les femmes du monde en développement. À ce jour, ces efforts ont concerné les exigences nouvelles en matière de compétences dans certains secteurs industriels des pays développés et en développement, en vue d'identifier les domaines de formation qui faciliteront l'accès des femmes aux emplois nouveaux. Par ailleurs, le projet s'est penché sur la question de l'ergonomie, des risques pour la santé et de la syndicalisation afin de veiller à ce que les femmes bénéficient, dans le cadre des applications des technologies nouvelles, d'une quantité mais aussi d'une qualité plus grande des emplois.

91. D'autres activités de recherche se sont penchées sur la situation des femmes dans le contexte des processus et des développements économiques intervenus au Moyen-Orient depuis les années 60. L'extension des États, le développement économique et la richesse liée au pétrole se sont combinés pour produire des opportunités d'éducation et d'emploi favorables pour les femmes du Moyen-Orient. Malgré les limitations de l'emploi des femmes imposées par l'économie et la gestion par l'État dans la région, il existe une tendance séculaire à la modification et à l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes. Toutefois, les recherches ont révélé que cette tendance semble s'être heurtée à une impasse dans les années 90, dans le contexte de la crise économique mondiale et des événements politiques régionaux. L'ouvrage qui fait la synthèse de ces efforts<sup>6</sup> a reçu récemment le prix "Outstanding academic books" pour 1994 de Choice, une revue universitaire respectée.

92. Une initiative de recherche de l'UNU concernant la politique de l'identité et les femmes s'est intéressée à la renaissance culturelle, au fondamentalisme religieux, à l'affirmation séculaire et aux conflits ethniques et a débouché sur la conclusion que ces manifestations représentent certains des mouvements politiques et sociaux les plus visibles et les plus affirmés de notre temps. L'étude<sup>7</sup> a conclu que nombre de ces mouvements nouveaux étaient extrêmement préoccupants en raison du programme explicite qu'ils prévoient pour les femmes : domesticité, contrôle, attachement à la famille et répartition claire des rôles des sexes. L'étude a constaté que les changements économiques et politiques à l'échelle mondiale ont déclenché une renaissance culturelle présentant des

similitudes entre régions et entre religions, et que l'élaboration de l'identité nationale va de pair avec une attribution rigide des rôles selon le sexe.

93. Les activités de l'Université concernant le rôle et la place des femmes dans le développement ont constitué une base solide pour le travail de collaboration avec d'autres entités des Nations Unies, notamment la Division de la promotion de la femme, l'Organisation internationale du travail, l'Unesco, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). En 1993, l'UNU a continué à participer aux travaux préparatoires interagences de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui doit avoir lieu à Beijing en septembre 1995, et prévoit de participer à l'Etude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement, en 1994.

94. La recherche de l'UNU concernant la réforme démocratique et la position des femmes dans les économies traditionnelles, qui se situe dans le prolongement d'une conférence de 1991 sur la recherche, intitulée "Gender and restructuring: perestroïka, the 1989 revolutions and women", a permis de situer ces questions dans une perspective comparative, absente jusqu'ici dans la plupart des études théoriques. L'étude indique que certains effets de la privatisation et de la démocratisation qui ont été considérés comme des conséquences inattendues auraient, en réalité, pu être prévus. En particulier, l'expérience des pays en développement sur le plan des programmes d'ajustement structurel a donné des indices significatifs à propos des conséquences possibles des réformes économiques prescrites en Europe de l'Est sur les plans social, national et selon le sexe<sup>8</sup>.

### 3. Transitions économiques

95. En 1991, l'UNU a pris des dispositions pour qu'un groupe d'économistes éminents commence à élaborer des rapports annuels sur les grandes questions économiques. Jusqu'à présent, ces rapports ont surtout été axés sur la transition économique en Europe de l'Est. Dans son rapport de 1991, le groupe a identifié trois grandes étapes dans le processus de réforme : la macrostabilisation et la libéralisation des prix, la privatisation et la restructuration. Le rapport de 1993<sup>9</sup> a repris ces trois thèmes et a examiné les perspectives de succès des efforts de réforme sans stabilisation, déployés par la Fédération de Russie. Il développe la notion de privatisation, non pas simplement en tant que distribution ou vente d'avoirs de l'État mais plutôt en tant que distribution d'avoirs sur lesquels plusieurs personnes ont des droits, par exemple des travailleurs, des dirigeants d'entreprises, des autorités locales et des ministères. Le rapport s'inspire également de l'expérience de la période de l'Union européenne des paiements, après la seconde guerre mondiale, pour recommander un système de paiement similaire, conscient qu'il est peu probable que la convertibilité soit mise en oeuvre à bref délai dans les républiques de l'ex-Union soviétique. En ce qui concerne les progrès réalisés en Pologne pour ce qui est de la restructuration, le rapport montre que le retard enregistré sur le plan des privatisations porte atteinte à l'évolution des entreprises publiques et, examinant la croissance impressionnante du secteur privé, conclut que celle-ci ne suffira pas, même à moyen terme, à remplacer les entreprises étatiques.

96. La recherche antérieure de l'UNU avait porté sur les politiques de stabilisation conçues essentiellement en vue de s'attaquer aux problèmes à court terme résultant de chocs extérieurs ou intérieurs. Une des conclusions de cette

recherche était la nécessité d'aborder les questions d'ajustement dans les pays en développement dans une perspective à plus long terme. L'UNU s'est efforcée sans relâche<sup>10</sup> d'étudier les implications du retour à la croissance à long terme fondée sur un certain degré d'autonomie externe et une distribution interne des revenus qui soit socialement acceptable. Les conclusions de la recherche de l'UNU sur la question du développement à moyen terme établissent le bilan des diverses approches des questions qui concernent l'ajustement et examinent l'application du fonds de connaissances existant aux problèmes pratiques auxquels sont confrontés les pays en développement.

97. Diverses études par pays ont été entreprises, l'hypothèse de base étant qu'il est possible d'analyser chaque économie en se limitant à son histoire et à ses institutions propres. Dans le droit fil de cette hypothèse, les perspectives à moyen terme ont été examinées en tant qu'ensemble d'économies et de contraintes étrangères et fiscales agissant les unes sur les autres. Les études par pays n'ont pas permis de dégager des règles ou des solutions standard, mais elles ont mis en évidence les implications des circonstances spécifiques pour l'économie de chaque pays. Les analyses se sont attachées aux échanges probables dans le cadre des prises de décision macro-économiques dans des situations données et ont examiné le point fondamental de savoir si les ensembles de réformes destinées à faire face aux modifications des circonstances internes et externes étaient réalisables compte tenu du contexte historique et institutionnel d'un pays.

98. Les études par pays ont fourni par ailleurs une base d'estimation des ressources supplémentaires nettes nécessaires pour aboutir à la croissance socialement requise dans l'ensemble du tiers monde au cours des années 90. L'étude semble indiquer, primo, que, pour que les pays en développement maintiennent des taux de croissance qui permettent la réalisation des objectifs minimums nécessaires du point de vue social, une augmentation des ressources extérieures de 40 milliards de dollars en 1990 à 60 milliards de dollars à la fin du siècle sera nécessaire et, secundo, que ce montant pourrait être trouvé dans les budgets de l'Organisation de coopération et de développement économiques en doublant le niveau actuel de l'aide au développement, qui passerait ainsi de 0,35% du produit national brut de l'OCDE à l'objectif, convenu au niveau international, de 0,7%.

99. Dans le cadre d'autres activités de recherche, l'UNU s'est efforcée de définir un vaste cadre de coopération en matière de politiques d'aide et de développement dans les années 90. Le recensement des objectifs de ces politiques a permis de conclure qu'il existe aujourd'hui une réciprocité des intérêts des pays industrialisés et des pays en développement, notamment et surtout en raison des préoccupations qu'inspire l'environnement. L'étude<sup>11</sup> s'est également intéressée à la conception de la politique d'aide et de développement et aux arguments qui plaident en faveur de la conditionnalité, et a formulé une variante des "agrégats de développement", développés dans une étude antérieure de l'UNU, entre un pays en développement entreprenant un programme d'ajustement et un groupe de pays industrialisés qui fournissent l'aide requise. La recherche s'est également efforcée de résoudre la question difficile de la mobilisation des ressources destinées à l'aide et a formulé une proposition visant à intégrer dans les systèmes fiscaux des pays industrialisés un type d'impôt nouveau destiné à subvenir aux besoins de l'aide et fondé sur la réduction de l'utilité des revenus au-dessus d'un certain seuil.

#### 4. Incidences socio-économiques sur la technologie

100. En 1993, la recherche de l'UNU s'est également intéressée aux incidences des technologies nouvelles sur la croissance axée sur l'exportation, en particulier l'aspect du développement des exportations de produits manufacturés dans l'Afrique subsaharienne. La recherche se poursuit en ce qui concerne la collecte des données relatives aux entreprises exportatrices qui connaissent le succès en Côte d'Ivoire, au Kenya, en République de Maurice, au Nigéria, en République-Unie de Tanzanie et au Zimbabwe. L'étude a pour objet d'examiner les conditions technologiques qui ont permis à certaines entreprises subsahariennes d'exporter, notamment par l'analyse de l'historique technologique des entreprises couronnées de succès et de la manière dont celles-ci ont fait face aux progrès technologiques internationaux dans le secteur industriel.

101. Des recherches ont également été entreprises en ce qui concerne les technologies, les économies d'échelle et la localisation de la production en vue d'obtenir des éléments empiriques de preuve à l'appui de la thèse selon laquelle les innovations des systèmes de contrôle ont abouti à une plus grande flexibilité, réduisant ainsi les exigences d'échelle de la production. Une conclusion provisoire des études entreprises à ce jour est que l'affirmation de la littérature selon laquelle les innovations technologiques ont généralement réduit l'incidence des économies d'échelle dans le secteur industriel pourrait être trompeuse. Bien que cette réduction puisse être intervenue au niveau des produits, la question est beaucoup moins claire au niveau de l'unité de production et de l'entreprise.

102. Au départ, la recherche de l'UNU a tenté de jeter certaines passerelles entre la micro-économie de l'innovation et les changements techniques, d'une part, et les agrégats macro-économiques. Compte tenu de la difficulté de cette tâche, les activités plus récentes liées au projet ont été axées sur des enquêtes empiriques plus restreintes, en particulier sur l'examen économétrique des complémentarités possibles entre l'importation de technologie étrangère et les capacités technologiques locales.

#### 5. Nutrition et pauvreté

103. L'Université s'est également efforcée d'aborder le problème du développement économique et social sous l'angle de la relation entre la nutrition et la pauvreté. Un niveau élevé de carence nutritionnelle est considéré comme un indicateur de pauvreté. Par conséquent, la définition de la norme nutritionnelle appropriée et sa mesure sont essentielles par rapport à la détermination du niveau et de l'ampleur de la pauvreté. Une étude de l'UNU<sup>12</sup> a examiné les avis et les perceptions divergentes à propos des questions liées de l'évaluation de la pauvreté et du statut nutritionnel et a tenté de définir une norme de référence du statut nutritionnel pouvant servir à des estimations comparatives. Cette étude a également porté sur la privation nutritionnelle liée à l'énergie, plus précisément sur le point de savoir s'il convient de comparer l'absorption calorique à une norme moyenne de référence ou de comparer des mesures anthropométriques du corps à une norme de référence. L'étude s'est également intéressée à la question d'une différence éventuelle selon le sexe dans l'incidence des carences nutritionnelles. Certains éléments indiquent un écart au détriment des femmes, mais l'étude signale que des recherches complémentaires sont nécessaires si l'on veut aboutir à des conclusions solides. Le travail de l'UNU a été axé sur la contribution au débat en cours et sur l'amélioration du niveau des connaissances dans ces questions importantes.

104. Au cours de l'année 1993, l'UNU a reçu des indications supplémentaires montrant que sa méthode de procédures d'évaluation rapide est de plus en plus utilisée. Cette méthode a été mise au point initialement en vue de son utilisation dans le cadre des programmes nutritionnels et de soins de santé de base. Des lignes directrices spécialisées prolongeant les instructions initiales relatives à ces procédures et destinées à l'évaluation et à l'amélioration des programmes dans ces secteurs ont été finalisées en 1993 et concernent des domaines tels que l'amélioration de la gestion domestique de la diarrhée, et les croyances, attitudes et comportements liés au SIDA.

105. Les anémies, dont la majorité est due à des carences en fer, représentent le problème de nutrition le plus universel et le plus dominant dans le monde. L'UNU, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé, a mis au point une procédure maître de comparaison de l'efficacité d'un supplément de fer hebdomadaire plutôt que quotidien pour les femmes enceintes anémiques, les adolescentes et les enfants en âge préscolaire. Dans le cadre de ses efforts permanents dans ce domaine, l'UNU a participé au Sous-Comité de la nutrition du Comité administratif de coordination de l'ONU, et les concertations avec l'OMS et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance ont débouché sur la décision de réorganiser le Group for control of Iron Deficiency, financé par l'UNU et de le redéfinir, pour des questions de relations publiques, sous l'intitulé "International Commission for the Prevention of Iron Deficiency" (Commission internationale pour la prévention de l'anémie ferriprive).

106. Les efforts de l'UNU en vue de créer des bases de données régionales ou sous-régionales concernant la composition des aliments dans le cadre de son Système international de données sur les régimes alimentaires (INFOODS) ont été poursuivis en 1993 avec l'installation de l'infrastructure informatique requise pour OCEANFOODS. Le soutien du Centre de recherches pour le développement international (Canada) a permis d'équiper des bases de données sous-régionales dans deux institutions importantes de l'UNU, à savoir l'Institute of Nutrition of Central America and Panama, au Guatemala, et l'Instituto de Nutrición y Tecnología de Alimentos, au Chili. Les efforts se poursuivent en vue de mener à terme l'installation du réseau INFOODS et des groupes régionaux pour les pays arabes et les pays d'Asie du Sud. Il est également envisagé de créer une base de données distincte pour les pays africains francophones.

107. Un projet UNU d'accompagnement a poursuivi l'aide aux pays en développement dans le cadre du relevé des régimes nutritionnels au cours des 30 dernières années et de la mise à disposition d'exemplaires imprimés des données pour les chercheurs intéressés. Ces données sont essentielles par rapport aux études épidémiologiques des régimes alimentaires et des maladies, de la compréhension des tendances en matière d'alimentation, de la planification à long terme et d'une série d'autres objectifs. Les séries de données concernant le Mexique ont été finalisées en 1993 et celles relatives à l'Argentine, aux Caraïbes et à l'Océanie sont en phase finale d'élaboration.

## 6. Population et urbanisation

108. Un autre aspect de la recherche de l'UNU en 1993 concerne la condition humaine vue sous l'angle des implications des changements démographiques et de l'urbanisation. Ces efforts ont été axés sur l'analyse des systèmes urbains en évolution en Afrique, en Amérique latine et dans la région Pacifique/Asie. L'étude relative à l'Asie est en cours d'impression, et deux études régionales consacrées à l'Amérique latine et à l'Afrique se poursuivent. Des études de cas concernant Rio de Janeiro, São Paulo, Buenos Aires, Mexico et Lima et les

conclusions des recherches consacrées au logement, aux systèmes de transport non classiques et au rôle de l'administration publique en Amérique latine ont été examinées à l'occasion de la conférence de 1993 sur la recherche. Des activités de recherche concernant le défi de la croissance urbaine en Afrique ont été entamées à la fin de l'année.

109. "Harmonizing population and development" a servi de thème au séminaire mondial de 1993 de l'ONU, qui s'est efforcé d'identifier et d'analyser les liens réciproques complexes entre population et développement aux niveaux national, régional et mondial et qui a traité de la manière dont la coopération internationale pourrait aborder les préoccupations démographiques dans le contexte du développement durable.

#### Séminaires mondiaux de l'ONU

Le séminaire mondial de l'ONU vise à aider les étudiants universitaires participants à mieux comprendre les problèmes mondiaux et le système des Nations Unies par le biais de conférences et de dialogues avec des professeurs et des experts invités provenant de toutes les régions du monde. Ce séminaire annuel est organisé en collaboration avec huit universités japonaises qui partagent un intérêt commun pour la recherche et la formation universitaires touchant aux affaires internationales. Ces séminaires, qui ont débuté en 1985, ont abordé des thèmes tels que "International Organization" (1985), "The United Nations and International Peace" (1986), "Development and the United Nations" (1987), "The Nation and Ethnicity" (1988), "Technological Development and Human Welfare" (1989), "Communication and International Relations" (1990), "Restructuring the World Order and the United Nations" (1991) et "Globalizing Cultures and Perspectives" (1992).

#### IV. DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE RECHERCHE : BOURSES ET FORMATION

##### A. Bourses de l'Université des Nations Unies

110. L'année 1993 a vu l'Université des Nations Unies accorder 82 bourses, soit le nombre annuel le plus élevé depuis 1986. Par rapport à 1992, l'augmentation est de 55%. Cette évolution heureuse est essentiellement due au développement des activités de formation organisées par les centres de recherche et de formation de l'Université dans le cadre du programme "Biotechnologie en Amérique latine et dans les Caraïbes". Soixante trois boursiers ont terminé leurs études au cours de l'année, ce qui porte le nombre total d'anciens boursiers de l'UNU à 1.232 à la fin de 1993.

111. Dans le cadre d'un accord de coopération conclu en décembre 1992 entre l'UNU et l'entreprise Kirin Brewery Company Ltd, quatre boursiers de l'UNU originaires de Chine, des Philippines, de Thaïlande et du Vietnam ont entamé au début de l'année leur programme de formation au National Food Research Institute de Tsukuba, au Japon. Un cinquième boursier, également originaire de Chine, a commencé ses études au mois d'octobre, toutes les places de boursiers UNU/Kirin disponibles pour l'année étant ainsi pourvues. L'accord prévoit l'octroi de cinq bourses annuelles d'une durée de 12 mois pendant une période de cinq ans, le soutien financier de la firme Kirin couvrant toutes les dépenses des bourses proprement dites ainsi qu'une intervention limitée dans les activités de recherche de suivi auxquelles se livrent les boursiers après leur retour dans leurs établissements d'origine.

112. Le quinzième cours annuel de l'UNU dispensé dans le cadre du programme de formation sur l'énergie géothermique, inauguré en 1979, a été organisé à l'Office national islandais de l'énergie. Treize boursiers de Chine, de Bulgarie, d'El Salvador, du Kenya, de Lituanie, des Philippines et de Roumanie ont assisté au cours, d'une durée de six mois. Il s'agit du nombre annuel le plus important jusqu'ici. L'aide financière du Gouvernement islandais s'est élevée à 85% du coût total du cours. Le programme s'enorgueillit d'être l'activité ininterrompue de formation la plus ancienne de l'UNU, grâce au soutien permanent du Gouvernement islandais. Depuis 1979, 120 jeunes ingénieurs, géologues, physiciens et chimistes choisis parmi les pays du monde en développement et de l'Europe de l'Est disposant de sources potentielles d'énergie géothermique ont bénéficié d'une formation à l'Office national de l'énergie dans les domaines de la prospection géologique, de la géologie des sondages, la prospection géophysique, l'étude des roches-réservoir, la chimie des fluides thermiques, l'exploitation de la géothermie et la technologie des forages.

113. Dans le cadre d'un accord conjoint en matière de bourses, passé entre l'UNU et le Foreign and Commonwealth Office du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en 1992, trois boursiers du Brésil, de la Chine et du Nigéria effectuent actuellement dans diverses universités du Royaume-Uni leur recherche postdoctorale dans les domaines de la technologie alimentaire, de la politique scientifique et technologique et de la technologie de la télédétection. Il est prévu que deux boursiers de l'UNU entameront au début de 1994 leur formation dans le cadre du Programme on Conflict Resolution and Ethnicity, de l'UNU/Université de l'Ulster. Aux termes de l'accord, qui prévoit la répartition égale des coûts entre l'UNU et le Foreign and Commonwealth Office du Royaume-Uni, un maximum de neuf bourses sont disponibles pour l'année universitaire 1993-1994. Les bourses sont essentiellement axées sur la

formation à la recherche post-doctorale de membres choisis du personnel des institutions associées ou coopérantes de l'UNU.

114. Le septième cours international de technologie de la télédétection a été organisé à l'Instituto de Pesquisas Espaciais, au Brésil, avec la participation de cinq boursiers de l'UNU provenant d'institutions en Amérique latine. Ce cours, d'une durée de six mois, a été organisé dans le cadre d'un accord de coopération entre l'UNU et le Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior/Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico, les deux organismes publics qui financent les bourses octroyées dans des établissements brésiliens.

115. Deux boursiers de Cuba et un du Costa Rica poursuivent actuellement à l'Universidade Estadual de Campinas, au Brésil, une formation d'une durée de deux ans selon le même système de partage des coûts. Il est prévu que ces boursiers terminent en février 1994 leurs études de maîtrise.

116. Un cours de six semaines en limnologie et en gestion des eaux intérieures a débuté au mois de novembre à l'Universidade de São Paulo à São Carlos, au Brésil. Neuf boursiers de l'UNU y ont participé.

117. Seize bourses de l'UNU ont été accordées au cours de l'année dans le cadre du programme de l'UNU "Biotechnologie en Amérique latine et dans les Caraïbes". Ces bourses étaient destinées à des détachements de recherche pour des périodes de trois à douze mois dans certains des grands laboratoires de biotechnologie d'Amérique latine, soit près du double du nombre de bourses accordées l'année précédente.

118. Cinq boursiers de pays africains ont bénéficié d'une formation en micro-informatique dans diverses universités et centres de recherche en Irlande, dans le cadre du deuxième projet en micro-informatique UNU/Gouvernement irlandais. Les coûts des bourses ont été couverts grâce à l'octroi d'une subvention à l'UNU par le Gouvernement irlandais.

119. L'Institut international de l'UNU pour la technologie des logiciels a accordé à des candidats chinois quatre bourses de 4 mois destinées à des recherches en matière de techniques de conception des systèmes en temps réel, dans le cadre du projet de recherche conjoint entre l'Institut et la Chine, inauguré en décembre 1992. Un autre groupe de quatre boursiers de ce pays a entamé une formation de neuf mois en techniques avancées de développement de logiciels pour l'administration des chemins de fer à l'UNU/IIST à Macao. Un des boursiers a obtenu une bourse de douze mois en vue d'une formation à l'"approche rigoureuse de l'ingénierie individuelle des logiciels" et en gestion des infrastructures avancées à ce même institut.

120. Le programme de formation de l'UNU aux systèmes d'énergie renouvelable a débuté à la fin du mois d'août au Centre for Energy Studies de l'Indian Institute of Technology, à Delhi. Huit boursiers provenant de pays d'Asie et d'Afrique ont participé, à la fin de 1993, au cours, d'une durée de huit mois. En 1993 également, le lancement d'un programme de formation aux problèmes d'environnement et d'énergie a été envisagé. Ce programme regrouperait un ensemble d'institutions à Madras sous la direction de l'Université Anna. L'UNU et le ministère des Sciences et de la Technologie de l'Inde ont convenu d'un système de partage des coûts du programme de formation. Les dépenses courantes des candidats et les droits d'inscription à la formation seront pris en charge par le ministère en question, tandis que l'UNU s'engagerait à rembourser les

dépenses de voyage internationales et d'assurance des boursiers. On escompte que cinq boursiers participeront au premier programme en 1994.

121. L'année 1993 a vu se renforcer les liens entre l'UNU et la faculté des sciences de la nutrition et de l'alimentation de l'Université du Ghana, institution associée de l'UNU depuis 1979. La faculté, une des institutions qui participent activement au projet régional conjoint de l'UNU et de l'Association des universités africaines sur l'alimentation et la nutrition, a accueilli la recherche postdoctorale de deux chargés de cours de l'Université du Nigéria dans le cadre de bourses de l'UNU. De l'autre côté de l'Afrique, l'Université de Nairobi, institution associée de l'UNU depuis 1986, a accueilli deux boursiers de l'UNU de l'Institut éthiopien pour la nutrition et du Centre de l'alimentation et de la nutrition de la Tanzanie pour un programme post-universitaire de deux ans en politique et planification de l'alimentation. Ces évolutions nouvelles en Afrique, associées aux progrès réalisés en Amérique latine dans le cadre du programme Biotechnologie en Amérique latine et dans les Caraïbes, de l'UNU, constituent des étapes encourageantes dans les efforts déployés par l'UNU en vue d'établir des contacts plus étroits entre universitaires et scientifiques dans les pays en développement. L'UNU espère jouer un rôle plus important dans l'avenir de ce domaine majeur qui contribuera à atténuer l'isolement intellectuel des personnes qui, dans les pays en développement, pourraient sinon être tentées de quitter ceux-ci pour des pays développés<sup>13</sup>.

122. La formation dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition s'est poursuivie en 1993 à l'Institut central de recherche en technologie de l'alimentation, en Inde, ainsi qu'à l'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama (INCAP) au Guatemala, qui comptent tous deux parmi les premières institutions associées de l'UNU. La Division of Nutritional Sciences de l'Université de Cornell aux États-Unis a proposé d'accueillir le Programme pour l'alimentation et la nutrition, de l'UNU. Un accord a été conclu, en tant qu'activité préliminaire de coopération entre l'UNU et la faculté concernée, visant la création de deux bourses de l'UNU dans le cadre d'un système de partage des frais en vertu duquel l'UNU prend en charge les frais de voyage, de droits d'inscription et d'assurance, et l'Université de Cornell, les frais d'enseignement et de formation. On escompte que les deux boursiers de l'UNU entameront leur formation en janvier 1994.

#### B. Séminaires de formation

123. Un cours de six semaines, rassemblant 15 participants et consacré à l'analyse et à la gestion des risques géologiques, a été donné à l'Université de Genève. L'Institut international de l'UNU pour la technologie des logiciels a organisé à Bangkok et à Hanoi des séminaires de courte durée en technologie des logiciels auxquels ont participé 73 personnes sélectionnées provenant d'institutions en Inde, au Pakistan, en Thaïlande et au Vietnam. Un séminaire de formation sur les programmes de cours universitaires en technologie des logiciels a été organisé par ce même institut à Beijing, en Chine, à la mi-novembre et a réuni 40 participants. Un séminaire régional de formation consacré à la paix et au règlement des conflits en Afrique du Sud doit avoir lieu au Kenya au début de 1994. Il épousera le modèle d'un séminaire similaire organisé à Moscou en 1992. Le programme "Biotechnologie en Amérique latine et dans les Caraïbes", de l'UNU, a également organisé des cours d'une durée de six semaines en Argentine, au Guatemala, au Mexique et au Venezuela, auxquels ont pris part plus de 90 jeunes scientifiques et diplômés.

124. Au total, plus de 230 personnes ont assisté aux séminaires de formation de l'UNU, d'une durée d'une à six semaines.

#### Bourses et formation de l'Université des Nations Unies

Quatre-vingt-deux bourses de l'UNU ont été accordées en 1993, soit 51% de plus qu'en 1992.

En 1993, les boursiers de l'UNU étaient originaires des pays suivants : Argentine, Bangladesh, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Cameroun, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Equateur, El Salvador, Ethiopie, Inde, Kenya, Lituanie, Mexique, Nigéria, Panama, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Soudan, Thaïlande, Ouganda, Uruguay, Venezuela, Vietnam et Zambie.

Soixante-cinq pour cent des boursiers de l'UNU ont reçu leur formation dans des institutions de pays en développement, et 35 % dans des institutions de pays développés.

Les principaux domaines de la formation de l'UNU en 1993 ont été les suivants : biotechnologie, micro-informatique, science et technique de l'alimentation, politique scientifique et technique, télédétection, énergie géothermique, systèmes d'énergie renouvelable, limnologie et gestion des eaux intérieures.

Quelque 230 personnes ont assisté à des cours de formation accélérée d'une durée d'une à six semaines.

## V. DIFFUSION DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

125. Les efforts de diffusion déployés par l'Université visent à garantir que les connaissances acquises par sa recherche et par celle qui est pertinente par rapport à ses propres activités aient l'impact le plus large possible, en particulier en vue d'améliorer les capacités d'apprentissage de toutes les sociétés à comprendre et à affronter les problèmes d'un monde aux aspects de plus en plus multiples et interdépendants. Le programme de publications de l'Université, dirigé par les Presses de l'Université et appuyés par d'autres accords de publication, a pour objet de soutenir et d'élargir l'impact des activités académiques de l'Université. Depuis 1975, quelque 350 livres et de nombreux numéros de quatre revues ainsi que de multiples rapports, communications, études et articles de revues ont été publiés. Globalement, ces publications représentent une part importante des connaissances engendrées par la recherche de l'Université des Nations Unies.

126. La diffusion des activités contribue par ailleurs à projeter l'image et le profil de l'Université à la fois en tant qu'institution académique et qu'institution des Nations Unies, faisant mieux connaître son travail à ses divers constituants, y compris le système des Nations Unies, la communauté scientifique internationale, les organisations non gouvernementales et le public. À cette fin, un vaste éventail de matériel et d'approches d'information du public a été créé et entretenu au cours des 19 années écoulées.

127. L'année 1993 a vu la publication de 10 ouvrages portant la marque de l'UNU et 16 ouvrages sont parus dans le cadre d'accords spécifiques de co-publication. Une liste des titres publiés par l'UNU en 1993 figure à l'annexe I.

128. En vue de satisfaire la demande accrue résultant de l'accroissement du nombre de publications produites par l'Université, les Presses de l'UNU ont amélioré et renforcé leurs activités d'édition, de production, de vente et de commercialisation ainsi que de promotion. Tout en poursuivant plusieurs accords de diffusion dans le monde entier en 1993, un accord nouveau a été conclu avec UNIPUB aux États-Unis. L'accentuation du renforcement de ces accords de diffusion a contribué par ailleurs à améliorer la notoriété et les ventes des ouvrages de l'UNU au niveau mondial. La mise à disposition, aux partenaires de diffusion des Presses de l'Université, d'informations plus rapides et plus appropriées a contribué en outre à améliorer leur efficacité globale de mise sur le marché des titres de l'UNU. Par ailleurs, les efforts consentis en vue d'améliorer l'éclairage, le regroupement et la présentation des listes bibliographiques de l'UNU, en particulier dans les catalogues de vente des Presses de l'Université, ont permis d'améliorer leur profil et la notoriété du produit publié de la recherche de l'UNU. Un catalogue spécial des titres de l'Université qui concernent l'environnement et les feuillets annonçant les ouvrages à venir sont deux initiatives de ce type.

129. Un des défis auxquels les Presses de l'UNU ont eu à faire face au cours de l'année fut l'identification, en Asie et en Amérique latine, de nouvelles potentialités de marché qui contribueraient également à renforcer la sensibilisation de ces régions au travail de l'Université. L'année 1993 a également vu s'améliorer sensiblement la capacité des Presses de l'UNU à réduire les délais de parution des comptes rendus d'ouvrages de l'UNU. Le chiffre d'affaires des Presses de l'Université dans la période 1992-1993 a atteint près de 300,000 dollars E.U., et on espère que la poursuite des efforts de commercialisation et de promotion déployés par les Presses de l'Université entraîneront une augmentation des recettes au cours des deux prochaines années.

130. Les comptoirs d'exposition et de vente installés lors des conférences et colloques de l'UNU ainsi que des rencontres organisées par d'autres organisations dans les salles de conférence du nouveau siège de l'Université depuis son inauguration officielle en février 1993 ont contribué à sensibiliser le public japonais aux publications et aux activités de l'UNU et à accroître ses recettes. En 1993, les Presses de l'Université ont pu en outre augmenter les recettes résultant de la vente de droits de traduction et d'autorisations de reproduction, par impression ou photocopies, d'extraits de publications de l'UNU.

131. Outre de renforcer leurs capacités en matière de vente, les Presses de l'UNU ont oeuvré à améliorer la conception de leurs ouvrages et à gérer un éventail plus large de publications, notamment des monographies, des rapports et des communications scientifiques. Les interactions avec les collègues à l'intérieur du système des Nations Unies ont mis en évidence la reconnaissance accrue accordée aux publications des Presses de l'UNU. Les Presses ont également apporté leur soutien et leurs conseils aux publications réalisées par d'autres entités du système de l'UNU, notamment les centres et programmes de recherche et de formation situés en divers endroits du globe.

#### Les ouvrages de l'Université des Nations Unies

De 1975 à aujourd'hui, l'Université des Nations Unies a publié quelque 350 ouvrages.

Dix ouvrages ont été publiés directement par l'UNU en 1993; 16 autres l'ont été en vertu d'accords spécifiques de copublication.

Les activités de publication de l'UNU sont coordonnées par les Presses de l'UNU.

132. L'UNU a publié ses quatre revues en 1993 : Food and Nutrition Bulletin, Journal of Food Composition and Analysis, Mountain Research and Development et Abstracts of Selected of Solar Energy Technology (ASSET). L'UNU a maintenu sa participation à la publication de la revue Global Environmental Change, en collaboration avec Butterworth Publishers.

133. L'UNU a maintenu des bibliothèques dépositaires dans 67 pays en 1993, et espère pouvoir créer d'autres bibliothèques de ce type au cours de la période 1994-1995, en fonction de la mobilisation de ressources extérieures.

## VI. ÉTAT DE L'UNIVERSITÉ, 1993

134. Un des points culminants de l'année 1993 a été l'inauguration officielle du nouveau siège permanent de l'Université à la mi-février, parallèlement à la trente-neuvième session du Conseil de l'UNU. Ont assisté aux cérémonies d'inauguration : M. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général des Nations Unies; le Prince héritier du Japon; M. Yokei Kohno, ministre d'État et ministre des Affaires étrangères ad interim; Mme Mayumi Moriyama, ministre de l'Éducation, de la Science, de la Culture et des Sports; M. Shunichi, gouverneur du Gouvernement métropolitain de Tokyo; M. Federico Mayor, Directeur général de l'Unesco; des membres du Conseil de l'Université des Nations Unies; des savants; des diplomates; des représentants d'organisations non gouvernementales et de communautés commerciales; et de nombreux autres invités éminents venus du Japon et de l'étranger. Le bâtiment abritant le nouveau siège a été construit pour l'Université par le Gouvernement japonais sur un terrain mis à disposition par le Gouvernement métropolitain de Tokyo, présente une surface au sol de 31,300 m<sup>2</sup>. Le siège de l'Université est ainsi doté d'une excellente infrastructure de bureaux et de salles de réunion ce qui permet de planifier et de coordonner la recherche, le développement de capacités et la diffusion des activités à l'échelle mondiale.

135. Le nouveau bâtiment du siège a contribué à améliorer le profil de l'UNU, en particulier au Japon. Au cours de l'année 1993, l'Université a déployé des efforts concertés en vue de se faire mieux connaître et de renforcer son renom tant au Japon qu'à l'étranger. En 1993, 17 séminaires, colloques ou conférences internationaux ont été organisés dans les locaux du nouveau bâtiment. La série des forums publics de l'UNU a rassemblé au siège 15 professeurs éminents, des chefs d'autres organisations des Nations Unies et un chef d'État qui se sont adressés à la communauté universitaire et diplomatique locale. Plus de 7,300 personnes ont assisté aux activités académiques organisées dans le bâtiment du siège entre février et décembre 1993.

136. L'année 1993 a vu d'autres parties de l'Université déménager vers de nouveaux locaux. Au mois de juin, l'Institut mondial de recherche de l'UNU sur les aspects économiques du développement (UNU/WIDER) a emménagé dans des locaux provisoires mis à disposition par le Gouvernement finlandais, et l'Institut international de l'UNU pour la technologie des logiciels s'est installé dans de nouveaux locaux provisoires à Macao. En décembre, l'Institut des ressources naturelles en Afrique a quitté ses bureaux du programme intérimaire à l'Office régional de la science et de la technologie de l'Unesco en Afrique, à Nairobi, pour s'installer à l'Université du Ghana à Legon. L'installation de l'Institut international de l'UNU pour la technologie des logiciels dans son pays d'accueil, le Ghana, marque une étape importante de son développement, dont on escompte qu'elle renforcera les efforts visant à mobiliser une dotation supplémentaire pour l'Institut.

137. Les efforts visant à permettre à l'UNU de renforcer son influence sur le système des Nations Unies et son apport à celui-ci se sont poursuivis et intensifiés en 1993. Lors de sa visite à Tokyo à l'occasion de l'inauguration officielle du bâtiment du nouveau siège, le Secrétaire général a invité l'UNU à devenir un "réservoir d'idées" pour le système des Nations Unies et à mettre les résultats de ses initiatives de recherche à la disposition des délibérations et du travail permanents des Organismes des Nations Unies. À cet égard, l'Université s'est efforcée d'apporter plus de cohérence et de force à ses activités qui, par essence, sont décentralisées dans des centres et des programmes de recherche situés dans diverses régions du monde. En 1993, trois

réunions des directeurs des centres et programmes de recherche et de formation ont été organisées en vue de renforcer l'interaction entre eux et de développer l'efficacité des contributions de l'UNU au travail des Nations Unies. Les agents de l'UNU ont intensifié leurs concertations et leur coordination avec d'autres organisations des Nations Unies à divers niveaux de manière à garantir que, dans la mesure du possible, les activités académiques de l'UNU complètent les délibérations et les discussions permanentes et, dans certains cas, les initiatives de recherche de ces autres organisations. On escompte que ces interactions seront renforcées au cours de la période 1994-1995, pendant laquelle l'UNU se propose de consacrer une partie de ses ressources liées à la recherche à des études de politique concernant des questions présentant un intérêt fondamental pour les organismes des Nations Unies et qui correspondent aux capacités de recherche de l'Université. Au cours de l'année 1993, l'UNU a pu travailler en collaboration plus étroite avec plusieurs organismes des Nations Unies, notamment la Commission des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Unesco, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'OMS.

138. En 1993, plusieurs initiatives nouvelles ont été entreprises en vue de renforcer les contributions de l'UNU au système des Nations Unies. Au mois d'avril, le recteur a réuni une équipe spéciale consultative concernant Action 21 dans le but de l'aider à élaborer un plan décennal de recherche, de développement des capacités et de diffusion des activités dans le domaine du développement durable sur le plan environnemental. L'équipe consultative s'est réunie trois fois et, en septembre 1993, a présenté au recteur son rapport final définissant un cadre global des efforts de l'UNU dans ce domaine essentiel. Ce rapport a mis l'accent sur la nécessité de renforcer les efforts de l'UNU en matière de développement des capacités, en étroite collaboration avec le PNUD et le PNUE, en particulier en ce qui concerne les programmes d'éducation continue dans le domaine de la gestion intégrée de l'environnement.

139. En octobre 1992, le recteur a chargé une équipe internationale d'effectuer une étude de faisabilité en vue de déterminer le besoin à long terme de mise en place d'un centre ou d'un programme de recherche et de formation sur l'environnement et la santé humaine. Les conclusions de cette étude, présentées au recteur en décembre, appellent à la création d'une structure internationale sous forme de réseau dans l'Ontario intitulée Réseau international de l'UNU pour l'eau, l'environnement et la santé, qui exploitera les ressources intellectuelles et l'infrastructure physique des universités de l'Ontario, et de relier celles-ci à un certain nombre d'unités coopérant au niveau international dans les régions en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Le financement annuel de base du réseau devrait être assuré par parts égales par les Gouvernements de l'Ontario et du Canada, pour une période initiale renouvelable de cinq ans. Les activités du réseau correspondent à une des préoccupations prioritaires d'Action 21, adopté à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro en juin 1992, et il est prévu que le réseau apportera son soutien et son étroite collaboration à d'autres organismes des Nations Unies.

140. L'UNU a également commencé à définir un ensemble d'activités universitaires visant à apporter une contribution à l'Agenda pour la paix, du Secrétaire général. Au mois d'avril, une réunion de planification a été tenue à New York en vue de mettre au point un ensemble spécifique d'activités de recherche et de formation dans le domaine de l'Agenda pour la paix, mettant l'accent, en particulier, sur la diplomatie préventive, les critères d'intervention, les opérations de maintien de la paix et les organisations et accords régionaux.

141. L'initiative de l'UNU qui se poursuit en vue de créer un centre de recherche et de formation consacré à l'exercice du pouvoir, à l'État et à la société est liée à l'Agenda pour la paix. Au mois de novembre 1992, le président de la Generalitat de Catalogne et le recteur de l'UNU ont signé un mémorandum d'accord et une déclaration d'intention concernant la création de ce centre à Barcelone, en Espagne. Dans l'attente de la poursuite des négociations avec les gouvernements catalan et espagnol en vue de la rédaction des accords formels requis, un effort systématique a été entrepris en 1993 en vue d'explorer des thèmes et des questions susceptibles de faire l'objet d'une recherche, les approches méthodologiques et les partenaires institutionnels pour le programme d'activités du futur centre. À ce jour, ce processus a concerné essentiellement les cinq thèmes suivants, qui pourraient former la base du programme de travail du centre : l'éthique et l'exercice du pouvoir; l'exercice du pouvoir dans le contexte de la transition économique; la légitimité et l'exercice du pouvoir; le multilatéralisme, et l'exercice du pouvoir en matière d'environnement.

142. En 1991, l'UNU a commandé à l'Université de l'Ulster une étude de faisabilité concernant la création éventuelle d'un programme international commun pour le règlement des conflits et les questions ethniques (INCORE) en Irlande du Nord. Le rapport de cette étude de faisabilité a été examiné par un groupe de 24 experts internationaux, et un programme établi sur la base du rapport a été approuvé par le Conseil de l'UNU au mois de février 1993. Il est prévu qu'INCORE coopérera avec des organisations internationales, en particulier les Nations Unies et les organes régionaux et mettra au point une approche systématique du conflit ethnique. Le programme encouragera la création de liens entre recherche, formation, politique, pratique et théorie et espère stimuler la recherche et la formation, en particulier dans les pays en développement. Dans le cadre de la phase préparatoire d'INCORE, un séminaire de recherche a été organisé à la fin du mois d'octobre dans le but de passer en revue la recherche existante dans les domaines des conflits ethniques et de leur solution et de mettre au point un programme quinquennal de recherche et de formation.

143. Le bâtiment du nouveau siège permanent à Tokyo, s'il offre à l'UNU des opportunités nouvelles et importantes, a entraîné également des charges financières non négligeables liées à son entretien et à son fonctionnement. Ces coûts de fonctionnement, essentiellement l'entretien, les commodités et la sécurité, ne sont pas pris en charge par le Gouvernement du Japon, pays d'accueil, et doivent être prélevés sur les ressources financières limitées de l'Université. Les moyens nécessaires tant au travail de l'Université qu'à l'entretien de son siège doivent être prélevés sur les recettes des placements réalisés grâce à sa dotation et de contributions à son fonctionnement. La charge financière accrue que représente le bâtiment du siège a eu pour conséquence que l'Université n'a pas été en mesure d'utiliser au mieux ses nouvelles installations. Le fait de consacrer des ressources précieuses aux frais d'entretien du siège réduit les moyens disponibles pour les initiatives académiques. Il est donc essentiel de maintenir des mesures drastiques d'économie en vue de garantir que les frais exposés pour le siège soient réduits au minimum. Les circonstances ont amené l'UNU à intensifier encore ses efforts

pour mobiliser des contributions financières supplémentaires destinées aux activités du programme.

144. Au cours de sa visite au Japon, au mois de février, le Secrétaire général a demandé que l'on libère des bureaux pour y installer les services d'autres organisations des Nations Unies qui ont leur siège au Japon. Le fait que des bureaux des Nations Unies soient installés dans le bâtiment du siège de l'UNU contribuera à renforcer l'interaction entre l'Université et ces organisations. L'agence de Tokyo de l'OIT a emménagé dans le bâtiment de l'UNU au mois de juin, et le Centre d'information des Nations Unies (CINU), le bureau de l'UNICEF au Japon et le bureau de liaison du PNUD y ont emménagé en décembre. Chacune de ces organisations a convenu de contribuer aux coûts d'entretien en lieu et place du paiement de loyers. Toutefois, ces contributions ne permettront de couvrir qu'une partie de la totalité des frais que représente le fonctionnement du bâtiment.

145. L'UNU, organisme des Nations Unies financé au moyen de contributions volontaires, continue à être confrontée à des contraintes de financement en raison des difficultés qu'elle éprouve à mobiliser des contributions nouvelles inconditionnelles au Fonds de dotation. Les recettes de l'exercice ont consisté en contributions résultant de nantissements précédents pour la création de centres et de programmes de formation, en contributions de fonctionnement modestes et en contributions liées à des programmes spécifiques. Le tableau ci-dessous présente un aperçu des contributions d'un montant égal ou supérieur à 100,000 dollars US perçues au cours de l'année. Au 31 décembre 1993, les engagements du Fonds de dotation et les contributions de fonctionnement dues par 51 gouvernements et 7 autres donateurs s'élevaient à 271 millions de dollars, dont 241,3 millions avaient été perçus. Au cours de l'année, l'Université a également bénéficié de contreparties et d'autres aides, notamment des aides sous forme de partage des coûts des bourses et autres activités.

146. Avec le décès, en 1993, de M. Saburo Okita, l'Université a perdu un ami, un conseiller et un défenseur important. M. Okita avait été Président du Conseil d'administration d'UNU/WIDER et avait été un défenseur actif de l'Université depuis les premiers jours de sa fondation. La communauté internationale de savants que représente aujourd'hui l'UNU ressent cruellement la perte de ce sage conseiller que fut M. Okita.

147. En 1993, le professeur Fatima Mernissi, membre du Conseil de l'Université des Nations Unies originaire du Maroc, a démissionné de sa fonction au Conseil. Aucun successeur n'avait encore été désigné à la fin de l'année. M. Masaru Yoshitomi, vice-président de l'Institut de recherche de la Banque de financement à long terme du Japon, a été désigné au poste de membre du conseil d'administration d'UNU/WIDER en remplacement de M. Saburo Okita, décédé. M. Walter Holzer, d'Allemagne, a été réélu au conseil de l'UNU/INTECH pour une nouvelle période de quatre ans.

148. Le directeur de l'UNU/WIDER, M. Lal Jayawardena, a terminé son second mandat de quatre ans en février 1993, et M. Mihaly Simai, économiste hongrois éminent et ancien président du Conseil de l'UNU, a été désigné directeur par intérim. Le recteur a ultérieurement nommé M. Simai directeur d'UNU/WIDER jusqu'à la fin de 1995.

Contributions perçues en 1993 (montants supérieurs à 100,000 dollars E.U.)

Source	But	Montant
<u>A. Gouvernements</u>		
République populaire de Chine	Fonds de dotation affecté à l'UNU/IIST	1 300 000
Inde	Fonds de dotation affecté à l'UNU/WIDER	225 000
Irlande	UNU/Gouvernement irlandais projet "informatique des microprocesseurs"	186 055
Italie	Projet "microprocesseurs"	1 851 000
Japon	Activités du programme de 1993	3 920 231
Macao	Fonds de dotation et contribution de fonctionnement affectés à l'UNU/IIST	4 124 688
Pays-Bas	Frais de fonctionnement pour l'UNU/INTECH	642 623
Portugal	Fonds de dotation réservé pour l'UNU/IIST	2 000 000
Sous-total		<u>14 249 597</u>
<u>B. Secteur privé et entités non gouvernementales</u>		
PNUD/OPS	Frais de fonctionnement pour UNU/INRA	300 000
Fondation japonaise pour l'UNU	Divers projets en 1993	142 857
Kirin Brewery Co.	Programme de bourses UNU/Kirin	221 774
Sous-total		<u>664 631</u>
TOTAL		<u><u>14 914 228</u></u>

## Notes

<sup>1</sup> Déclaration de M. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général des Nations Unies, à l'occasion de l'inauguration du siège de l'ONU à Tokyo, Japon, le 17 février 1993.

<sup>2</sup> Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, du 3 au 14 juin 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.93.I.8 et corrigenda), vol. I : Résolutions adoptées par la Conférence, résolution 1, annexe II.

<sup>3</sup> John Kendrew, "What is the Place of Science?" in The Role of the United Nations in the Twenty-First Century (Université des Nations Unies, 1993), p. 65 à 68.

<sup>4</sup> M. C. Nussbaum et A. Sen (éditeurs), The Quality of Life (Oxford University Press, 1993).

<sup>5</sup> All-China Women's Federation, The Impact of Economic Development on Rural Women in China (Université des Nations Unies, 1993).

<sup>6</sup> V. M. Moghadam, Modernizing Women: Gender and Social Change in the Middle East (Lynne Rienner Publishers, 1993).

<sup>7</sup> V. M. Moghadam, Identity Politics and Women: Cultural Reassertations and Feminisms in International Perspective (Westview, 1993).

<sup>8</sup> V. M. Moghadam (éditeur), Democratic Reform and the Position of Women in Transitional Economies (Oxford: Clarendon Press, 1993).

<sup>9</sup> O. Blanchard, M. Boycko, M. Dabrowski, R. Dornbush, R. Layard et A. Schleifer, Post-Communist Reform: Pain and Progress (MIT Press et Presses de l'ONU, 1993).

<sup>10</sup> L. Taylor (éditeur), The Rocky Road to Reform: Adjustment, Income Distribution and Growth in the Developing World (MIT Press et Presses de l'ONU, 1993).

<sup>11</sup> A. Sengupta, Aid and Development Policy in the 1990s, Research for Action Series (ONU/WIDER, 1993).

<sup>12</sup> S. R. Osmani (éditeur), Nutrition and Poverty (Oxford University Press, 1992).

<sup>13</sup> Charte de l'Université des Nations Unies, art. I par. 6.

ANNEXE I

Liste des livres et des revues publiés par l'Université  
des Nations Unies en 1993

Livres

Agroforestry in the Pacific Islands: Systems for Sustainability

Edité par Willima C. Clarke et Randolph R. Thaman

Publié par les Presses de l'UNU, Japon

The Arab World: Nation, State and Democracy

Par Fawzy Mansour

Publié en coopération avec Zed Books, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Environmental Change and International Law: New Challenges and Dimensions

Edité par Edith Brown Weiss

Publié par les Presses de l'UNU (Japon)

Fish Fermentation Technology

Edité par Cheryl-Ho Lee, K. H. Steinkraus et P. J. A. Reilly

Publié en collaboration avec Yu Rim Publishing Co. (République de Corée)

The Global Greenhouse Regime: Who Pays?

Edité par Peter Hayes et Kirk Smith

Publié en collaboration avec Earthscan Publications (Royaume-Uni)

Green-Alternative Politics in West Germany: Vol. I. The New Social Movements

Par Saral Sarkar

Publié en collaboration avec Promilla & Co., Publishers (Inde)

The Impact of Economic Development on Rural Women in China

par The All-China Women's Federation

Publié par les Presses de l'UNU (Japon)

The Impact of Technology on Human Rights: Global Case Studies

Edité par C. G. Weeramantry

Publié par les Presses de l'UNU

Information Technology in Selected Countries: Reports from Ireland, Ethiopia,  
Nigeria and Tanzania

Edité par Eileen P. Drew et F. Gordon Foster

Publié par l'Université des Nations Unies (siège central) (Japon)

Latin America Today

Edité par Pablo González Casanova

Publié par les Presses de l'UNU (Japon)

Macroeconomics in the Global Economy

Par Jeffrey D. Sachs et Felipe Larrain B.

Publié par l'Institut mondial de recherche de l'UNU sur les aspects économiques du développement, en collaboration avec Harvester Wheatsheaf (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Mining in Africa Today: Strategies in African Political Economy

Par Faysal Yachir

Publié par Zed Books (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Modernizing Women: Gender and Social Change in the Middle East

Par Valentine M. Moghadam

Publié par l'Institut mondial de recherche de l'ONU sur les aspects économiques du développement, en collaboration avec Lynne Rienner Publishers (États-Unis d'Amérique)

Peace and Security in the Asia Pacific Region: Post-Cold War Problems and Prospects

Edité par Kevin P. Clements

Publié par Dunmore Press (Nouvelle-Zélande)

Post-Communist Reform: Pain and Progress

Par Oliver Blanchard, Maxim Boycko, Marek Dabrowski, Rudiger Dornbusch et Richard Layard

Publié en collaboration avec MIT Press (États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

The Quality of Life

Edité par Martha C. Nussbaum et Amartya Sen

Publié par l'Institut mondial de recherche de l'ONU sur les aspects économiques du développement, en collaboration avec Clarendon Press, Oxford University Press (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

The Rocky Road to Reform: Adjustment, Income, Distribution and Growth in the Developing World

Edité par Lance Taylor

Publié en collaboration avec MIT Press (États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

South-East Asia's Environmental Future: The Search for Sustainability

Edité par Harold Brookfiels et Yvonne Byron

Publié en collaboration avec Oxford University Press (Malaisie)

Technological Independence: The Asian Experience

Edité par Saneh Chamarik et Susantha Goonatilake

Publié par les Presses de l'ONU

Technological Innovation and the Development of Transportation in Japan (édition anglaise de Kotsu un'yu no hattatsu to gijutsu kakushin)

Edité par Hirofumi Yamamoto

Publié par les Presses de l'ONU (Japon)

The State and Cultural Transformation: Perspectives from East Asia

Edité par Ken'ichiro Hirano

Publié par les Presses de l'ONU (Japon)

Technological Transformation in the Third World: Vol. I. Asia

Edité par Surendra J. Patel

Publié par l'Institut mondial de recherche de l'ONU sur les aspects économiques du développement, en collaboration avec Avebury, Ashgate Publishing Group (Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord)

Technological Transformation in the Third World: Vol. II. Africa

Edité par Surendra J. Patel

Publié par l'Institut mondial de recherche de l'UNU sur les aspects économiques du développement, en collaboration avec Avebury, Ashgate Publishing Group (Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord)

Technological Transformation in the Third World: Vol. III. Latin America

Edité par Surendra J. Patel

Publié par l'Institut mondial de recherche de l'UNU sur les aspects économiques du développement, en collaboration avec Avebury, Ashgate Publishing Group (Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord)

Technological Transformation in the Third World: Vol. IV. Developed Countries

Edité par Surendra J. Patel

Publié par l'Institut mondial de recherche de l'UNU sur les aspects économiques du développement, en collaboration avec Avebury, Ashgate Publishing Group (Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord)

Who Will Save the Forests? Knowledge, Power and Environmental Destruction

Edité par Tariq Banuri et Frédérique Apffel Marglin

Publié par l'Institut mondial de recherche de l'UNU sur les aspects économiques du développement, en collaboration avec Zed Books (Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord)

Revue

Abstracts of Selected Solar Energy Technology (ASSET), vol. 14, No 3, vol. 15, nos 1 à 3

Publié en collaboration avec Tata Energy Research Institute (TERI) (Inde)

Food and Nutrition Bulletin vol. 14, nos 3 et 4

Journal of Food Composition and Analysis, vol. 6, nos 1 à 3

Publié en collaboration avec Academic Press, Inc. (États-Unis d'Amérique)

Mountain Research and Development, vol. 13, nos 1 à 4

Publié par University of California Press (États-Unis d'Amérique) pour l'UNU et l'International Mountain Society.

## ANNEXE II

Décision du Conseil de l'Université des Nations Unies concernant  
le budget biennal pour la période 1994-1995

Le Conseil de l'Université des Nations Unies a, lors de sa quarantième session tenue du 13 au 17 décembre 1993 à Tokyo,

Adopté comme suit la partie I (Budget) du budget et du programme académique de l'Université des Nations Unies pour la période 1994-1995 (UNU/C/40/L.4), telle que proposée par le recteur sur recommandation de la Commission des finances et du budget du Conseil, dans la forme revue et amendée par le Conseil, après avoir examiné le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, (UNU/C/40/L.4/Add.1) :

Recettes prévues en 1994-1995

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Siège UNU	UNU/ WIDER	UNU/ INTECH	UNU/ IIST	UNU/ INRA	UNU/ BIOLAC	UNU/ IAS	TOTAL
1. Recettes du fonds de dotation	18 864	5 096	2 182	2 729	547	277	—	<u>29 695</u>
2. Contributions au fonctionnement	9 500	—	1 276	—	150	—	3 750	<u>14 676</u>
3. Contributions liées au bâtiment du siège	2 700	—	—	—	—	—	—	<u>2 700</u>
4. Recettes et droits d'auteurs liés aux publications	500	30	—	—	—	—	—	<u>530</u>
5. Reliquat franc de toute charge	5 235	2 473	1 375	—	—	520	—	<u>9 603</u>
6. Contributions liées à des programmes spécifiques	6 350	915	624	1 080	50	122	223	<u>9 364</u>
Total général	<u>43 149</u>	<u>8 514</u>	<u>5 457</u>	<u>3 809</u>	<u>747</u>	<u>919</u>	<u>3.973</u>	<u>66 568</u>

Estimation des dépenses pour la période 1994-1995

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Siège UNU	UNU/ WIDER	UNU/ INTECH	UNU/ IIST	UNU/ INRA	UNU/ BIOLAC	UNU/ IAS	TOTAL
Frais de personnel	21 197	3 858	2 487	1 531	342	0	1 109	<u>30 524</u>
Frais généraux	4 196	1 185	1 006	762	230	7	1 300	<u>8 686</u>
Frais du réseau et des activités extérieures	11 756	3 471	1 964	1 516	175	912	1 564	<u>21 358</u>
Bâtiment du siège permanent	6 000							<u>6 000</u>
Total général	<u>43 149</u>	<u>8 514</u>	<u>5 457</u>	<u>3 809</u>	<u>747</u>	<u>919</u>	<u>3 973</u>	<u>66 568</u>

a) Habilité le recteur à transférer des fonds d'un titre à un autre sans toutefois dépasser le montant total du budget approuvé, en vue d'assurer la réalisation des objectifs et le respect des priorités de l'Université tels qu'ils ont été approuvés par le Conseil, et **prié** le recteur d'informer la Commission des finances et du budget de tout transfert opéré en vertu de ce pouvoir;

b) Autorisé le recteur à accepter, affecter et utiliser tous moyens supplémentaires que l'Université pourrait percevoir au cours de la période 1994-1995 dans le cadre d'activités liées à un programme;

c) Stipulé que le recteur consultera la Commission des finances et du budget du Conseil lorsque l'Université est amenée à souscrire des engagements de dépenses au-delà du total approuvé du budget, et de faire rapport au Conseil en temps utile sur ces dépenses;

Adopté la partie II (Programme académique) du budget et du programme académique de l'Université des Nations Unies pour la période 1994-1995 (UNU/C/40/L.4), telle que proposée par le recteur sur recommandation de la Commission du développement des institutions et des programmes, en tenant compte des observations formulées par le Conseil.

## ANNEXE III

Programme académique de l'UNU pour 1992-1993

Programme	Unité responsable existante et (prévue)
<u>Valeurs humaines universelles et responsabilités globales</u>	
1. Exercice du pouvoir et règlement des conflits	Centre UNU (UNU/CESG, INCORE)
2. Multilatéralisme et système des Nations Unies	Centre UNU
3. Culture et développement	Centre UNU
<u>Orientations nouvelles de l'économie mondiale</u>	
4. Faim, pauvreté : le milliard d'habitants le plus pauvre	UNU/WIDER
5. Argent, finance et commerce : réformes pour le développement dans le monde	UNU/WIDER
6. Autres projets concernant l'économie du développement	UNU/WIDER
7. Economie de l'environnement et du développement	UNU/WIDER
8. Les femmes et le développement	UNU/WIDER
<u>Systèmes mondiaux durables de maintien de la vie</u>	
9. Ecologie des montagnes et développement durable	Centre UNU
10. Ressources naturelles en Afrique	UNU/INRA
11. Environnement durable et avenir avenir énergétique	Centre UNU, UNU/INRA
12. Dimensions humaines et politiques des changements environnementaux durables	Centre UNU
<u>Progrès en science et en technologie</u>	
13. Incidences des technologies nouvelles	UNU/INTECH
14. Biotechnologie pour l'Amérique latine et les Caraïbes	UNU/BIOLAC
15. Microprocesseurs et informatique	Centre UNU

Programme	Unité responsable existante et (prévue)
16. Technologie des logiciels pour les pays en développement	UNU/IIST
<u>Dynamique des populations et bien-être humain</u>	
17. Incidences du changement démographique et de l'urbanisation	Centre UNU
18. Alimentation et nutrition pour le développement social et humain	Centre UNU
19. Changements futurs dans le monde et modélisation	Centre UNU

BIOLAC : Programme de biotechnologie pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Caracas, Venezuela)

CESG : Centre pour l'étude de l'exercice du pouvoir (Barcelone, Espagne)

IIST : Institut international pour la technologie des logiciels (Macau)

INCORE : Programme international commun pour le règlement des conflits et les questions ethniques (Ulster, Royaume-Uni)

INRA : Institut des ressources naturelles en Afrique (Accra, Ghana, et une unité des ressources minérales en Zambie)

WIDER : Institut de recherche international sur le développement économique mondial (Helsinki, Finlande)

## ANNEXE IV

### Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies en 1993

#### Membres nommés

- Mme Lucille Mair, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire et Représentante permanente de la Jamaïque auprès de l'ONU, Présidente du Conseil (Jamaïque) (Présidente du Conseil)
- M. Vladimir Dlouhy, Ministre, Ministère de l'industrie et du commerce (République tchèque)
- M. Claude Fréjacques, professeur, ancien Président du Centre national de la recherche scientifique (France)
- Mme Joséphine Guidy-Wandja, Département de mathématiques, Université nationale de Côte d'Ivoire (Côte d'Ivoire)
- M. Hideo Kagami, Ambassadeur, ancien Représentant permanent du Japon auprès de l'ONU (Japon)
- M. Sippanondha Ketudat, Président de l'Office du pétrole de Thaïlande (Thaïlande)
- M. Sang Soo Lee, professeur honoraire, Institut supérieur des sciences et des technologies (Corée)
- Mme Madina Ly-Tall, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Mali en France (France)
- Père Felipe E. Mac Gregor, Président de l'Instituto de la Paz, Universidad del Pacífico (Pérou)
- M. Edson Machado de Sousa, ancien Secrétaire pour les sciences et les techniques de la Présidence et Secrétaire à l'enseignement supérieur (Brésil)
- M. Abdel Salam Majali, Premier ministre (Jordanie)
- Mme Lydia Makhubu, Vice-Chancelier et professeur de chimie de l'Université du Swaziland (Swaziland)
- M. Vladlen A. Martynov, Directeur de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales de l'Académie des sciences de Russie (Fédération de Russie)
- Père Lucien F. Michaud, professeur à l'Université de Sudbury (Canada)
- M. A. P. Mitra, Président de l'Académie nationale des sciences (Inde)
- M. Jacob L. Ngu, professeur, Directeur des laboratoires d'immunologie et de biotechnologie (Cameroun)
- M. Luis Manuel Peñalver, Président honoraire du Grupo Universitario Latino-Américano (GULERPE) (Venezuela)

- M. Rafael Portaencasa, recteur de l'Université polytechnique de Madrid (Espagne)
- M. Victor Rabinowitch, Premier Vice-Président de la MacArthur Foundation  
(États-Unis)
- Mme Frances Stewart, maître de recherche (Royaume-Uni)
- M. J. A. van Ginkel, recteur honoraire et professeur de géographie humaine de  
l'Université d'Utrecht (Pays-Bas)
- M. Raimo Vayrynen, The John M. Regan, sous-directeur de l'Institut Joan B. Kroc  
d'études internationales sur la paix de l'Université Notre Dame  
(États-Unis)
- M. Wang Shaoqi, Directeur général du Département de coopération internationale,  
Commission d'État pour les sciences et les techniques (Chine)

Recteur

- M. Heitor Gurgulino de Souza (Brésil)

Membres de droit

- M. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'ONU, New York (États-Unis)
- M. Federico Mayor, Directeur général de l'UNESCO, Paris (France)
- M. Marcel Boisard, Directeur général par interim de l'Institut des Nations Unies  
pour la formation et la recherche, New York (États-Unis)